

Ne tournons pas
AUTOUR DU POT!

L'école et ses fondament'eaux

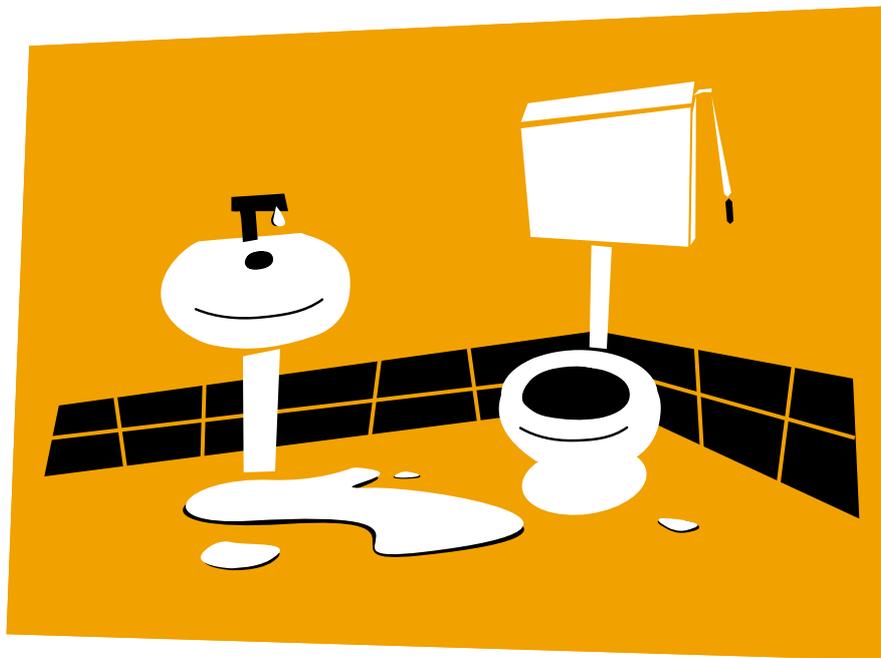


Constats et pistes pour une politique
de l'eau à l'école

Un projet du Fonds BYX (géré par la Fondation Roi Baudouin)
en partenariat avec l'asbl Question Santé

Ne tournons pas
AUTOUR DU POT!

L'école et ses fondament'eaux



Constats et pistes pour une politique
de l'eau à l'école

Un projet du Fonds BYX (géré par la Fondation Roi Baudouin)
en partenariat avec l'asbl Question Santé

L'école et ses "fondament'eaux"

Constats et pistes pour une politique de l'eau à l'école

AUTEURS

Virginie Roth, Question Santé
Pascale Gruber, Question Santé

COORDINATION POUR LA FONDATION ROI BAUDOIN

Gerrit Rauws, directeur
Yves Dario, responsable de projet
Michèle Duesberg, assistante

MISE EN PAGE

echangegraphic.be - Alain de Pierpont

- Cette publication peut être téléchargée gratuitement sur notre site www.netournonspasautourdupot.be.

SOMMAIRE

5	Introduction : Des projets faits d'or bleu pour les enfants
7	1. L'eau, un besoin fondamental à l'école
17	2. Le poids des conditions structurelles
23	3. Une organisation qui en dit long
29	4. Les faces cachées des usages
33	5. Des barrages en commun
43	6. Des plans pour une sortie de crise
49	7. Entre rêves et réalités de terrain
59	Synthèse
61	Méthodologie et ressources utilisées pour l'étude

DES PROJETS FAITS D'OR BLEU POUR LES ENFANTS

Imaginez des parents qui, au moment d'inscrire leur enfant à l'école ou à l'athénée, se renseignent sur la présence de fontaines à eau. Ou qui veulent en savoir davantage sur la politique suivie en matière d'hygiène des mains, des dents, sur les collations, ou sur le système d'autorisation de l'accès aux toilettes.

Actuellement, ces questions commencent à être posées aux directions d'établissements ou aux enseignants, en plus de celles concernant la pédagogie, le projet éducatif ou l'organisation des cours... En effet, la «politique de l'eau» fait partie, à tout moment, du vécu scolaire des enfants. De leurs apprentissages. Jour après jour.

Il existe de nombreuses raisons de se soucier de l'accès à l'eau au sein de nos écoles. La première est simple: reconnu comme un droit fondamental, l'accès à l'eau est une des clés principales de la santé. De manière plus spécifique, et contrairement à d'autres liquides sucrés, elle contribue aussi à éviter des prises de poids indues et à conserver une bonne santé dentaire. L'apprentissage à une bonne hygiène des mains est également essentiel: il fait partie des facteurs de réduction des risques des maladies infectieuses.

Dernier point, plus tabou, et moins médiatique encore, mais pourtant essentiel : écoliers et étudiants doivent pouvoir se rendre sereinement aux toilettes. Pour des questions de respect mais, aussi, de santé.

La réunion de tous ces éléments concourent au bien-être de l'enfant et du jeune. Ils participent à son éducation et préparent une insertion citoyenne responsable, qui passe par un respect de sa propre santé, de celles des autres, et de l'environnement. Pourtant, en dépit de ces enjeux importants, dans de nombreuses écoles, l'eau est un vrai problème d'actualité.

Actif dans le domaine de la promotion de santé (et, particulièrement, dans le cadre scolaire), le Fonds BYX, géré par la Fondation Roi Baudouin, ne s'y est pas trompé: il a décidé de s'impliquer, de susciter et de soutenir des initiatives qui, au sein des écoles, vont permettre d'imaginer une nouvelle «politique de l'eau». Ou de mieux la gérer encore.

L'étude présentée ici s'appuie en partie sur une revue de la littérature¹ mais, aussi et surtout, sur un travail de terrain, comprenant la visite d'établissements scolaires de différentes provinces et des entretiens menés avec directeurs, enseignants, économistes... Ces réflexions ont été enrichies par les apports de focus groups. L'un d'entre eux comprenait, entre autres, des élèves délégués du secondaire. Les partenaires de l'école (comme les Services de Promotion Santé à l'École, SPSE), les fédérations d'associations de parents, ainsi que des acteurs institutionnels ont permis de compléter les apports, tout comme diverses associations, équipes ou services (voir le détail des partenaires dans le chapitre Méthodologie, en fin de rapport).

Le premier chapitre de ce rapport détaille le contexte de santé lié à l'accès à l'eau, à travers différents points: la consommation d'eau à l'école, le lavage des mains, les toilettes. Le chapitre suivant fait le point sur les situations structurelles touchant à ces mêmes thèmes. L'organisation et les usages les concernant font l'objet des développements ultérieurs. Enfin, les derniers chapitres sont consacrés aux difficultés communes rencontrées dans tous ces domaines et à des pistes de solutions.

¹ Réalisée, entre autres, par le centre de documentation Réso-Doc de l'UCL, service communautaire spécialisé en Promotion de la Santé et en Education pour la Santé.

Autour de l'or bleu, la conscientisation et la sensibilisation progressent: de nombreux projets et de nouvelles pratiques émergent dans les établissements scolaires. Cet état des lieux n'est qu'une des étapes d'un processus déjà en cours. Ce texte a pour seule ambition de fournir un éclairage, non exhaustif, sur l'importance de l'eau à l'école, sur ce qui en découle, d'ouvrir le débat, de faire naître des idées ou des pistes de solutions.

Comme le dit un proverbe indien, «Unie à l'océan, la goutte d'eau demeure».



Pour plus d'informations sur les initiatives prises dans ce domaine par le Fonds BYX :

www.netournonspasautourdupot.be

1. L'EAU, UN BESOIN FONDAMENTAL À L'ÉCOLE

Pourquoi la problématique de l'eau est-elle cruciale? C'est «simple» : l'eau est fondamentale à la santé humaine. Comme boisson, bien sûr. Mais pas uniquement. Le lavage des mains, et les pratiques liées à l'état des sanitaires, ont également des impacts en matière d'hygiène et de santé.

Ce chapitre fait le tour de la question et en dessine le contexte. Il développe également les enjeux de santé liés aux différentes thématiques abordées, ainsi que les recommandations existantes en la matière. Différentes études, belges ou internationales, ont permis d'étayer ces informations.

1.1 L'EAU, INDISPENSABLE À LA SANTÉ



«L'eau, c'est un fléau - la situation est grave pour le XXI^e siècle!» (une directrice d'école)

«L'accessibilité à l'eau, ce n'est pas un luxe, ce n'est pas une envie, c'est un droit qui répond à un besoin primaire.» (FAPEO - Fédération des Associations de Parents de l'Enseignement Officiel).

L'organisme des adultes est constitué à 60% d'eau. Une partie de cette eau est dépensée lors du fonctionnement du corps. Cette perte est compensée lorsque la quantité bue quotidiennement est suffisante. Un avis scientifique², émis en 2010, recommande un apport journalier de 2 litres pour les femmes, et de 2,5 litres pour les hommes. Cette quantité comprend l'eau que l'on boit, celle contenue dans les aliments et toutes les boissons de type non alcoolisées.

Pour l'enfant, la situation est plus impressionnante encore : dans son corps, le pourcentage d'eau est plus élevé que chez l'adulte (environ 70%). En revanche, son système de régulation thermique n'est pas aussi efficace. Dans la mesure où les enfants transpirent davantage que les adultes, leurs besoins en eau sont proportionnellement de 3 à 5 fois plus élevés. Ainsi, garçons et filles de 2 à 3 ans ont besoin de 1,3 litre/jour. Entre 4 et 8 ans, la quantité nécessaire en eau passe à 1,6 litre/jour, puis à 2,1 litres/jour pour les garçons, et à 1,9 litre/jour pour les filles de 9 à 13 ans. Les besoins hydriques des adolescents sont considérés comme identiques à ceux des adultes.

Un autre facteur doit être pris en compte : de manière

générale, les jeunes sont moins sensibles que les adultes à la sensation de soif. Ils ont donc moins le «réflexe» de boire que les adultes.

Conjugués, ces différents éléments expliquent pour quelles raisons les enfants courent davantage de risque de déshydratation que les adultes (personnes âgées excepté).

1.2 UNE SITUATION TROUBLANTE

Selon une étude française³, menée dans une quinzaine d'écoles primaires auprès de 500 enfants de 9 à 11 ans, 63% d'entre eux se situaient au seuil d'une légère déshydratation à leur arrivée à l'école. Pour 23% d'entre eux, une déshydratation modérée avait également été observée.

Une autre enquête, un peu plus ancienne puisqu'elle date de 2006, apporte également des données troublantes. Elle a été réalisée dans la province du Luxembourg⁴ auprès de 264 élèves de 4^{ème} année primaire.

Ses conclusions ? L'apport hydrique ne se fait pas de manière régulière et continue à l'école.

La (parfois trop) faible consommation d'eau durant les heures scolaires relève de plusieurs raisons. Parmi elles, le fait que l'enfant, pris par ses activités, notamment à la récréation, ne pense pas à s'hydrater régulièrement. Du moins pas avec de l'eau.

Ce constat révèle un lien avec une autre des problématiques présentes autour de l'eau à l'école : les conditions d'hygiène des toilettes. En effet, dans son

² Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA), avis sur les valeurs de référence pour l'eau.

³ <http://hannut.blogs.sudinfo.be/archive/2012/10/06/en-arrivant-a-l-ecole-trop-d-enfants-sont-deshydrates.html>

⁴ <http://www.province.luxembourg.be/fr/eau-et-hydratation.html?IDC=4525>

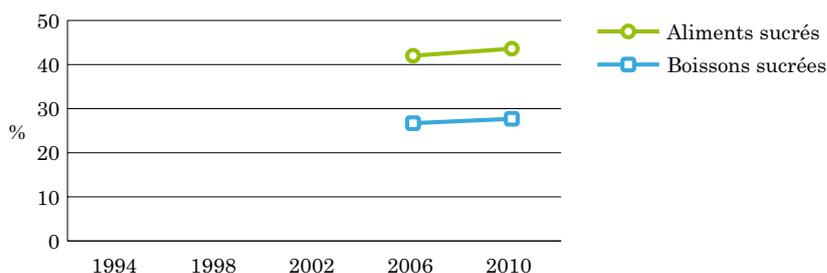
mémoire «Tout, tout, tout, vous saurez tout sur les WC», l’infirmière Anne-Françoise Meurisse (UCL)⁵ a constaté que 9% des élèves buvaient toujours moins afin d’éviter d’uriner à l’école. Cette réalité a été confirmée par les entretiens de terrain menés pour ce rapport.

1.3 LES MIRAGES SUCRÉS

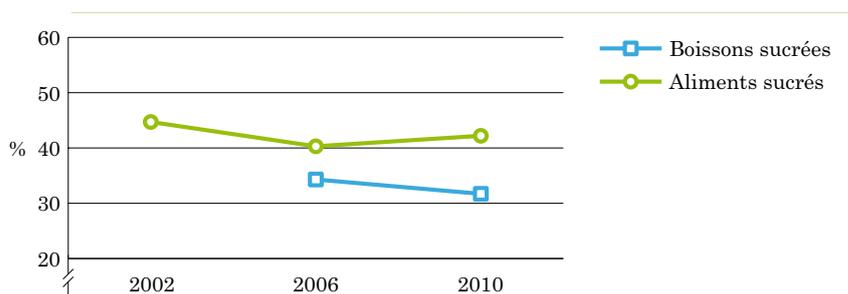
L’eau est la seule boisson indispensable à notre corps. Pourtant, actuellement, bien d’autres sollicitations liquides sont proposées sur les tables (ou dans les machines accessibles aux jeunes). A l’école, de nombreux cartables abritent aussi sodas et autres jus divers. Une enquête épidémiologique sur la santé bucco-

dentaire des jeunes scolarisés dans le Hainaut (2005-2006)⁶ a montré que 65% des jeunes interrogés consomment quotidiennement des sodas (et des snacks) sucrés. Au moins 15% avaient déclaré ne pas boire d’eau chaque jour. En 2010, l’enquête «Santé et bien-être des jeunes en Fédération Wallonie-Bruxelles» a confirmé à son tour que 27,5% des pré-adolescents interrogés et 31,7% des jeunes de l’enseignement secondaire boivent du cola ou une autre limonade sucrée au moins une fois par jour. Ces pourcentages étaient en légère hausse chez les plus jeunes depuis l’enquête précédente, et en diminution chez les adolescents du secondaire. Les résultats confirmaient également que la consommation de boissons sucrées diminue quand l’aisance matérielle de la famille est plus importante.

Proportions d’élèves de 5^e/6^e primaires qui consomment une boisson sucrée / des sucreries au moins une fois par jour, par année d’enquête (% std)



Evolutions des consommations quotidiennes de boissons sucrées et de sucreries chez les élèves de l’enseignement secondaire (en%)



Graphiques : Enquête 2010 «Santé et bien-être des jeunes en Fédération Wallonie-Bruxelles»

⁵ Tout, tout, tout sur les WC. Etat des lieux des sanitaires des écoles. Travail de fin d’étude, 2001-2002, Unité des Sciences hospitalières et Médico-Sociales, Institut Supérieur en Soins Infirmiers, Centre de Formation pour les secteurs Infirmiers et de Santé.

⁶ <http://educationsante.be/article/regard-sur-la-sante-dentaire-des-jeunes-une-enquete-epidemiologique-sur-la-sante-bucco-dentaire-des-jeunes-scolarises-en-hainaut/>

En réalité, ces boissons ne permettent pas de répondre convenablement aux besoins hydriques. De plus, elles ajoutent aux organismes de nombreux et inutiles additifs (caféine, acidifiants, colorants, édulcorants et conservateurs).

Les boissons de type sodas, mais aussi les jus ou les breuvages chocolatés, s'avèrent être de véritables concentrés de sucre. Une seule canette de soda par jour, pendant un an, équivaut à la prise de plus de 2 500 morceaux de sucre, soit 16 kilos au total. Cet excès de teneur en sucre aggrave la sensation de soif, au lieu de l'éteindre.

Consommées de manière régulière, les boissons sucrées constituent un apport calorique non négligeable pour l'enfant. À elle seule, une canette de soda représente 145 calories. Une prise excessive de boissons sucrées peut rapidement mener à dépasser les recommandations de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS). Selon cette dernière, les sucres libres/ajoutés (toutes sources nutritionnelles confondues) ne devraient pas dépasser 10% de l'apport total en calories.

1.4 DE L'ÉNERGIE MAL PLACÉE

Les adolescents adoptent et consomment de plus en plus de boissons énergisantes. En période de blocus, avant ou pendant un examen, ou lors de sorties nocturnes, ces canettes sont devenues courantes. Or, tout comme les sodas, ces préparations peuvent favoriser la prise de poids, en raison du sucre qu'elles contiennent : on y compte jusqu'à l'équivalent de 12 cuillères de sucre par canette de boisson énergisante (soit 240 calories).

Certains de ces produits contiennent aussi jusqu'à 343 mg de caféine, alors qu'une tasse de café propose des taux allant de 70 à 150 mg. Selon Santé Canada, l'apport maximal en caféine recommandé pour un adolescent de 45 kilos ne dépasse pas 112 mg. Quant aux enfants de 8 à 12 ans, ils devraient rester sous un seuil de 85 mg.

Une consommation élevée de caféine n'est pas sans conséquence sur la santé des jeunes : la caféine engendre de la nervosité, de l'anxiété, de l'insomnie, ainsi qu'une

accoutumance.

Pour toutes ces raisons, en Belgique, le Conseil Supérieur de la Santé déconseille la consommation de boissons énergisantes chez les moins de 16 ans.

1.5 DES CONSÉQUENCES IMPORTANTES SUR LA SANTÉ BUCCO-DENTAIRE



« Bien qu'en diminution, les caries dentaires restent un problème majeur qui affecte 60 à 90% des écoliers. » (SIPES)

Sodas et boissons sucrées sont à l'origine de problèmes de santé bucco-dentaire non négligeables. L'excès de sucre ajouté dans ces breuvages constitue l'un des facteurs majeurs de la formation de caries dentaires. L'acidité des boissons de type sodas - même dans leur version édulcorée « sans sucre » - s'ajoute à ce premier facteur. Il contribue à l'érosion dentaire, c'est-à-dire à la perte de l'émail dentaire, qui fragilise et détruit les dents.

Une alimentation riche en sucre et faite de grignotages fréquents favorise le développement de la plaque dentaire, suite à la prolifération de bactéries. À défaut d'être éliminée par un brossage régulier, cette plaque s'accumule, se transforme en tartre, et provoque des caries ainsi que des dégâts aux gencives. Ces bactéries transforment les sucres en acides qui attaquent les dents en déminéralisant l'émail dentaire. Cette situation peut être aggravée encore par une alimentation riche en acide.

En collaboration avec les services PSE (Promotion de la santé à l'école), les centres PMS (psycho-médicaux sociaux), la Fondation pour la santé dentaire et l'Observatoire de la Santé du Hainaut, l'Observatoire de la Santé du Luxembourg a mené, entre 2010 et 2012, une grande enquête épidémiologique sur la santé buccale des jeunes. Cette étude confirme une amélioration continue de l'état de santé bucco-dentaire : les objectifs fixés par l'OMS pour 2010-2020 sont dépassés. Néanmoins, ce constat encourageant ne peut masquer les améliorations encore possibles, pas plus que les différences entre les bilans constatés selon les provinces concernées. Ces divergences sont souvent

⁷ Pour en savoir plus : www.souriez.be (site de la Fondation pour la santé dentaire).

en lien avec des déterminants sociaux : ils influencent l'état bucco-dentaire.

Dans l'étude menée en Province du Luxembourg, 1672 jeunes (537 en primaire, 1135 en secondaire) de 72 écoles ont répondu à un questionnaire lors de la visite médicale. Les jeunes qui ont déclaré consommer des sodas sucrés ou light plus de 2 fois par semaine présentaient un bilan bucco-dentaire moins bon⁷.

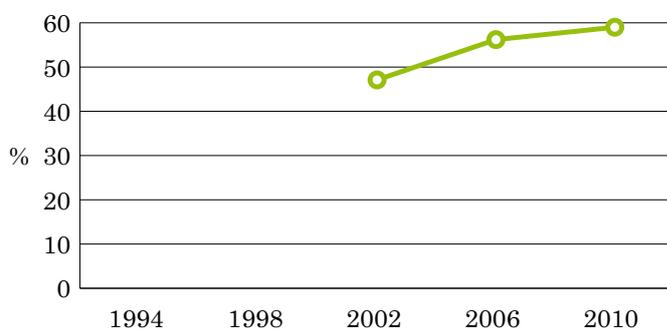
L'EXEMPLE NE VIENT PAS D'EN HAUT...

Une enquête menée en 2009-2010 à la demande de l'Institut national d'assurance maladie invalidité (Inami) auprès de 3 057 personnes, et comprenant à la fois un questionnaire ainsi qu'un examen buccal, a révélé les données suivantes :

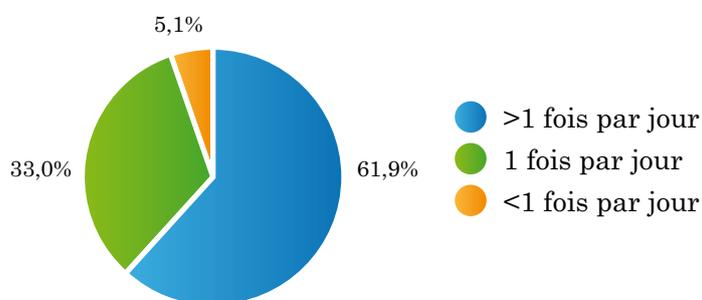
- 50,4% des participants se brossaient les dents au moins deux fois par jour, 40,5% une fois par jour et moins de 3% ont admis ne jamais se laver les dents.
- 42,1% des hommes présentaient une usure des dents, pour 28% des femmes.
- Les personnes plus instruites (15%) présentaient nettement moins de caries non soignées que les personnes moins instruites (45%).

Selon l'enquête 2010 «Santé et bien-être des jeunes en Fédération Wallonie-Bruxelles», 59,2% des jeunes de l'enseignement primaire se lavaient les dents plus d'une fois par jour (pour 47% en 2002). Ceux qui se soignent peu les dents font plus souvent partie de familles dont l'aisance matérielle est faible.

Proportion d'élèves de 5^e/6^e primaires qui se brossent les dents plus d'une fois par jour, par année d'enquête (% std)



Fréquence de brossage des dents parmi les élèves de l'enseignement secondaire, en % (n=8043)



Graphiques : Enquête 2010 «Santé et bien-être des jeunes en Fédération Wallonie-Bruxelles»

1.6 L'OBÉSITÉ, UN «MONSTRE» QUI PROGRESSE

En 2010, l'OMS estimait que l'on comptait 42 millions d'enfants en surpoids ou obèses dans le monde, ce qui constituait un des plus grands défis de santé publique pour le XXI^e siècle.

En Belgique, en vingt ans, l'obésité infantile a augmenté de 17%⁸. On considère actuellement qu'un enfant sur cinq est touché par le surpoids ou l'obésité. Tirant le signal d'alarme quant à une absence de prise en charge suffisante de ce problème, l'Académie Royale de Belgique a parlé de 115 000 enfants concernés. Psychologiquement et socialement lourd à porter pour le jeune, ce fardeau des kilos en trop est un véritable problème de santé. Il peut mener, entre autres, au diabète de type 2 mais, aussi à des risques précoces de maladies cardiovasculaires une fois adulte.

Unanimes, les chercheurs pointent plusieurs causes susceptibles d'expliquer cette croissance de l'obésité : nos modes de vie, plus sédentaires, moins actifs (ce point concerne aussi un certain nombre d'enfants), de mauvais choix alimentaires, une trop grande consommation d'aliments gras et/ou sucrés... ainsi que les (inutiles) apports de boissons sucrées, qui contribuent à une prise de poids facilement évitable.

Dans l'étude IDEFICS (Identification and prevention of Dietary and- lifestyle- induced Health Effects In Children and infantS), menée sur 16 224 Européens de 2 à 10 ans et leurs parents, les jeunes Suédois figuraient dans les pays les moins touchés par l'obésité (avec les Belges) : ils étaient aussi ceux qui, de loin, consommaient le moins de boissons sucrées comme les sodas.

1.7. UNE OPTION INCONTOURNABLE : LE LAVAGE DES MAINS



«On ne se lave pas les mains : l'évier est sale, il n'y a pas de savon, l'eau est froide, il n'y a pas de séchoirs, donc on doit froter ses mains sur le jeans.» (un élève)

Le constat est clair et sans appel : enfants et adolescents ne se lavent pas assez les mains à l'école. Il s'agit là d'un grand souci au sein de bien des établissements, conscients du problème. Pourtant, comme l'explique un interlocuteur d'un service PSE, «dans les conditions actuelles, il est illusoire de prôner le lavage des mains avant le repas».

En 2008, le Dr Hélène Chochanova (VUB) a réalisé une enquête, «Handhygiëne bij kleuters op school», dans le cadre de sa maîtrise en soins de santé chez les jeunes enfants. Elle a observé 193 petits répartis dans 22 écoles. Ses résultats révèlent que 8% de ces enfants se lavent les mains à l'eau et au savon à l'école après s'être rendu aux toilettes.

D'autres études fournissent des chiffres plus encourageants, mais ils présentent encore des niveaux insatisfaisants. Ainsi dans «Amélioration de l'hygiène en santé scolaire»⁹, on estime que 38% des élèves ne se lavent les mains que «parfois» après être allés aux toilettes. Dans «Tout, tout, tout, vous saurez tout sur les WC»¹⁰, on relate que «30% des enfants se lavent toujours les mains après les toilettes».

1.8 UN ACTE D'HYGIÈNE QUI PEUT FAIRE LA DIFFÉRENCE

L'hygiène des mains est une des premières mesures essentielles d'hygiène : elle contribue tout particulièrement et de façon importante à éliminer des germes, virus et autres microbes qui s'y trouvent, à prévenir leur transmission, à contrôler leur prolifération et, donc, à limiter le développement d'infections. Se laver les mains permet en effet d'en retirer les saletés,

⁸ Sénat de Belgique, 2 mars 2012. Proposition de résolution visant à exonérer les fruits et légumes en circuit court de la taxe sur la valeur ajoutée.

⁹ Amélioration de l'hygiène en milieu scolaire. Eléments de réflexion et d'aide à la décision. Académie de Clermont-Ferrand, Ministère de l'Éducation nationale, Agence Régionale de Santé d'Auvergne, IUFM d'Auvergne (octobre 2010).

¹⁰ Tout, tout, tout, vous saurez tout sur... les WC! Etat des lieux des sanitaires des écoles. Anne-Françoise Meurisse, travail de fin d'étude (2001-2002), Unité des Sciences hospitalières et Médico-Sociales, Institut Supérieur en Soins Infirmiers, Centre de Formation pour les secteurs Infirmiers et de Santé.

d'éventuels toxiques qui s'y trouveraient, mais aussi des germes et des microbes non souhaitables, récoltés lors de nos contacts manuels avec l'environnement ou avec les autres personnes.

Dans son étude, le Dr Hélène Chochanova rappelle que l'usage du savon lors du lavage des mains réduit de 30% le danger de contracter une maladie infectieuse.

Dans la vie courante, 70% des microbes sont transmis par les mains. Une pratique régulière du lavage des mains au savon est considérée par l'OMS comme le moyen le moins coûteux et le plus efficace pour prévenir les maladies diarrhéiques ainsi que les pneumonies. Mais bien d'autres maladies infectieuses peuvent être évitées grâce à cette habitude - sinon ce réflexe - simple : les rhumes, les gripes, les infections virales, certaines infections alimentaires, etc. Ainsi, par exemple, faute de se laver très régulièrement les mains, une personne atteinte de la grippe contamine en moyenne de 1,3 à 1,7 personne et, un écolier, 2,4 autres élèves.

1.9 AUSSI FACILE QUE 2+2

En pratique, il est recommandé de se laver les mains en cas de salissures mais, aussi, conseille l'Office de la Naissance et de l'Enfance (ONE) : avant de manipuler des aliments, avant de manger, après avoir été aux toilettes, avant de s'occuper de quelqu'un d'autre (surtout lorsqu'il s'agit de personnes fragiles comme les personnes âgées et... les enfants), après avoir manipulé des animaux ou des produits non alimentaires (ou sales ou souillés), après avoir fait du bricolage, avant d'aller dormir et après s'être mouché.

La méthode de lavage des mains est également importante. C'est la combinaison du savonnage, du frottement, du rinçage et du séchage qui permet de se débarrasser convenablement des bactéries et autres germes.

Après avoir mouillé ses mains, 30 secondes suffisent pour frotter, avec du savon, la paume, le dos des mains, les doigts et les interstices qui les séparent. Après avoir rincé sous l'eau, le séchage est recommandé avec du papier à usage unique. L'ONE ajoute que l'usage de savon liquide reste préférable à celui d'un pain de savon. Il est inutile d'acheter un produit désinfectant, car le savon et la friction suffisent. L'ONE précise que s'essuyer les

mains avec une lingette humide n'équivaut pas à un lavage à l'eau et au savon.

1.10 UNE RÈGLE «OUBLIÉE»?

L'Arrêté du gouvernement de la Communauté française du 14 juillet 2011, relatif aux mesures de prévention des maladies transmissibles dans le milieu scolaire et étudiant, rappelle les mesures à prendre dans les milieux de vie en collectivité pour lutter contre la contamination des maladies et réduire leur transmission. Elles concernent l'entretien des locaux et des sanitaires et prévoient, évidemment, le lavage des mains.

Cet Arrêté énonce la nécessaire mise à disposition dans les sanitaires de savon liquide et de serviettes en papier pour le séchage des mains. Il promeut également un «lavage des mains fréquent, surtout après contact avec des sécrétions respiratoires». Il précise aussi que le lavage avec du savon liquide, ainsi que le séchage des mains avec des serviettes jetables, sont particulièrement indiqués avant de manipuler de la nourriture et après avoir été aux toilettes.

1.11 LES TOILETTES, LIEU MAUDIT...



«Les toilettes, on revient toujours sur ça, mais c'est le plus important, c'est le plus choquant.» (un élève)

De nombreuses études témoignent de la faible fréquentation des toilettes par les enfants et par les jeunes à l'école. Ainsi, le Rapport 2007 de l'Observatoire national de la sécurité et de l'accessibilité des établissements d'enseignement (en France), montre, à travers 24 781 réponses à un questionnaire rempli par des élèves, que 43% utilisent les sanitaires de leur école régulièrement. En revanche, 48,5% le font de manière occasionnelle, quand ils ne peuvent faire autrement. Un nombre non négligeable d'élèves (7,2%) disent ne jamais les utiliser. Pourtant, parmi eux, on compte presque une moitié d'élèves prenant leur repas de midi dans l'établissement.

En Belgique, pour «Tout, tout, tout, vous saurez tout sur les WC», Anne-Françoise Meurisse a interrogé les élèves de 5 écoles. Parmi eux, 11% ne vont jamais uriner dans l'établissement (pourtant, 85% d'entre eux mangent à l'école le midi). Ils disent apprécier le fait d'aller uriner

chez eux (59,6%) plutôt qu'à l'école (17,4%) ou ailleurs (21,5%). Autres chiffres troublants recueillis dans cette étude : 57% des élèves se retiennent parfois d'uriner et 14%, toujours...

D'après «Amélioration de l'hygiène en milieu scolaire», 30% des élèves utilisent les sanitaires scolaires tous les jours, tandis que 67% disent de ne les utiliser qu'occasionnellement. Les filles sont plus nombreuses que les garçons à admettre ne jamais y aller : 9% pour les filles, 4% pour les garçons.

Sur le terrain, comme dans la littérature, le constat est le même : de nombreux jeunes se retiennent plutôt que d'aller aux toilettes de leur école. Certains évitent même de boire afin de ne pas (ou moins) avoir envie d'y aller, et ce aussi bien en primaire qu'en secondaire. Comme l'assure l'une des enfants rencontrés pour l'élaboration de ce rapport, *«je ne fais pipi qu'en cas d'extrême urgence. La plupart des filles ne vont jamais faire pipi. Les mecs peut-être un peu plus»*. En tout cas, une très large majorité des interlocuteurs rencontrés sont unanimes pour dire que les sanitaires représentent un grand problème pour les élèves et les écoles.

1.12 SE RETENIR, UNE MAUVAISE IDÉE

Le nombre des mictions journalières doit être comprise entre 4 et 7, en fonction des boissons, de la transpiration, et des capacités de la vessie. Au-delà de 7 mictions par jour, les médecins parlent de pollakiurie. En dessous de 3, ils évoquent une rétention chronique.

Se retenir trop souvent et trop longtemps pour uriner est une mauvaise habitude. Elle a pour conséquence de dilater la vessie et de provoquer des troubles de fonctionnement de cette dernière. Cette pratique peut alors engendrer des infections urinaires à répétition, ou même des problèmes d'incontinence diurne (et parfois aussi nocturne). En raison d'un canal de l'urètre plus court, les filles sont davantage sujettes aux infections urinaires que les garçons.

Se retenir d'aller à la selle est tout aussi déconseillé : c'est une cause fréquente de constipation et de maux de ventre. Tout simplement, il est recommandé d'aller aux toilettes dès que le besoin s'en fait sentir.

1.13 DE NOMBREUX PROBLÈMES RECENSÉS



«L'infection urinaire chronique représente un tiers des consultations en uropédiatrie; cela pose un réel problème de santé publique.» (Les toilettes à l'école : un problème de santé publique, Cécile Duchemin)

Les études rapportent que de nombreux élèves sont concernés par différents problèmes urologiques. Ils ou elles souffrent d'infections urinaires, de troubles mictionnels, de problèmes d'incontinence, de constipation.

En France, le rapport 2007 de l'Observatoire national de sécurité et de l'accessibilité des établissements d'enseignement note que près de la moitié des élèves ont avoué avoir eu mal au ventre parce qu'ils n'avaient pas pu aller aux toilettes. Une proportion non négligeable de jeunes paraissait connaître des pathologies en rapport avec la non-fréquentation des toilettes de l'école : 15,1% présentaient une constipation aiguë ou chronique, 21,6% une infection urinaire. Enfin, 18,8% disaient avoir été chez le médecin pour des problèmes urinaires ou de constipation. En grande majorité, il s'agissait de filles (23,1% pour 14,7% de garçons).

1.14 LA QUESTION DU LIEN DE CAUSE À EFFET

Les experts, et les différentes études sur lesquelles ils s'appuient, sont partagés quant à un lien éventuel entre des problèmes urinaires de l'adulte et leur origine pendant l'enfance. En revanche, de nombreuses études établissent sans contestation un lien entre les problèmes urinaires des enfants et les (mauvaises) habitudes mictionnelles prises à l'école. Les spécialistes restent cependant prudents quant aux relations entre ces mauvaises habitudes et les conditions d'hygiène à l'école.

Ainsi, le rapport 2007 de l'Observatoire national de sécurité et de l'accessibilité des établissements d'enseignement précise que *«le mode de recueil des données ne permet pas de vérifier statistiquement le lien causal»*. Cependant, comment le notent les auteurs, les chiffres obtenus sont à rapprocher des études réalisées par le Pr Averous, uropédiatre au CHU de Montpellier : celui-ci constate une recrudescence des consultations pour infection urinaire lors des périodes scolaires. Tout en relevant que 18,8% des élèves interrogés admettaient avoir été chez un médecin pour ce type de pathologie, le

rapport estime que *«le lien avec la non-fréquentation des toilettes ne peut être que présumé»*.

Selon l'uropédiatre français, dans la mesure où, en maternelle, les enfants bénéficient d'un accompagnement particulier, les troubles débuteraient essentiellement à l'école primaire. Les maladies qui apparaissent risquent de perdurer et, ensuite, de s'aggraver dans le secondaire. Selon lui, «de graves séquelles chez l'adulte» sont également possibles.

Dans «Tout, tout, tout, vous saurez tout sur les WC», l'auteur n'a pu trouver aucune recherche démontrant un lien de cause à effet entre les mauvaises habitudes mictionnelles dans l'enfance et les troubles mictionnels à l'âge adulte. En revanche, explique Anne-Françoise Meurisse, *«nous avons mis le doigt sur certains articles montrant que de mauvaises habitudes mictionnelles dans l'enfance engendrent déjà, pendant celle-ci, de graves problèmes urinaires»*. Selon l'une des études citées dans ce mémoire, il existe une relation certaine entre troubles mictionnels et infections urinaires répétées, ainsi qu'une relation très probable entre troubles mictionnels et incontinence à l'âge adulte.

Une étude rapporte que les enfants qui urinent moins souvent à l'école ont, de façon significative, plus d'infections urinaires. Anne-Françoise Meurisse fait également référence aux travaux du Pr Averous. Selon lui, les fuites et infections urinaires récidivantes sont liées, la plupart du temps, à un défaut élémentaire d'éducation mictionnelle. En effet, les rythmes scolaires mal adaptés aux besoins des vessies enfantines, ainsi que les toilettes scolaires dont l'accès n'est pas toujours facilité, amènent les enfants, et surtout les fillettes, à se retenir de satisfaire à un besoin bien naturel.

1.15 DES DÉGÂTS COLLATÉRAUX



«Il s'agit bien d'un problème de santé important à ne pas négliger, car il est source de mal-être de l'enfant et, parfois, d'échec scolaire.» (Pr Michel Averous, chef du service d'urologie pédiatrique du CHU de Montpellier, France¹¹)

Selon l'Unicef, la situation liée aux difficultés ou aux réticences à se rendre aux toilettes durant l'école *«a de lourdes conséquences sur le sentiment de bien-être des enfants. L'accumulation d'éléments négatifs crée une x^{ième} égratignure sur la personnalité blessée d'enfants et de jeunes socialement vulnérables»*.

Pour les experts, la question des toilettes est donc un grand sujet de préoccupation, car il est à la fois source de problèmes de santé chez le jeune mais, aussi, de mal-être ou même de difficultés scolaires.

«Il est ici question d'hygiène, mais aussi de bien-être en classe, de concentration, parce qu'un enfant qui se retient toute la journée est moins performant», affirme Sophie Liebman, une enseignante auteur d'un mémoire en Sciences de l'éducation sur les toilettes à l'école¹². En fait, assure-t-elle, «l'état des toilettes dans une école est, en quelque sorte, le baromètre du bien-être ou du mal-être des enfants». Selon elle, nombre d'entre eux répondraient à la violence symbolique ressentie par des dégradations diverses : «s'ils se sentent mal en classe, s'ils subissent des humiliations, ils viennent se soulager aux toilettes, exprimer leur colère, à l'abri de tout contrôle social».

1.16 TOUT, TOUT, TOUT TABOU

Selon Sophie Liebman, le problème de miction des élèves «est un besoin qui n'est pas reconnu à l'école». Ainsi qu'elle l'explique dans un article¹³, c'est un peu comme si le corps restait «absent» de l'école, *«excepté au cours de gym mais, alors, dans un cadre de contrôle de soi, de performance. On accorde peu d'importance au développement et à l'harmonie du corps, qui reste tabou. Il est certes exposé partout dans la société, mais idéalisé et donc en*

¹¹ Rapport 2007 de l'Observatoire national de sécurité et de l'accessibilité des établissements d'enseignement.

¹² Analyse sociopédagogique de la place du corps à l'école primaire : le cas particulier des toilettes, ULB, Faculté des Sciences Psychologiques et de l'Éducation, 2008-2009.

¹³ Toilettes scolaires, peut mieux faire. Segec, Entrées libres n°47, mars 2010.

dehors de toute réalité».

Ce point de vue a été corroboré par les différents acteurs interrogés qui dénoncent des conditions d'hygiène défavorables et un sujet sensible non pris en charge. Cette attitude se traduit bien souvent par des conditions problématiques qui perdurent aussi bien au niveau de l'hygiène que de la propreté ou des conditions d'accès aux toilettes. Avec des répercussions sur l'ambiance générale.

2. LE POIDS DES CONDITIONS STRUCTURELLES

Pour répondre aux multiples besoins en eau, encore faut-il que les espaces et les structures intrinsèques de l'école favorisent une politique en ce sens. Ce chapitre montre que, dans beaucoup d'établissements, on est loin de pouvoir considérer que l'architecture des lieux a été conçue et aménagée pour faciliter les choses. Quant aux moyens dévolus pour entretenir les espaces, ils ne suffisent pas à assurer un maintien en bon état.

2.1. CE N'EST PAS LE TIERS MONDE, MAIS...

Par rapport à certains pays en voie de développement, l'eau est évidemment présente dans toutes les écoles belges. Il n'empêche : l'accès à l'eau n'est pas toujours une sinécure. Les visites d'écoles, tout comme les témoignages recueillis pour l'élaboration de ce rapport, montrent qu'en ce qui concerne l'accès à l'eau, les situations sont multiples.

Certains élèves bénéficient de la présence de robinets-fontaines placés dans des endroits divers de l'établissement. D'autres ont à leur disposition des éviers dans les salles de classe (et de gobelets personnalisés). En revanche, *certaines interlocuteurs évoquent les toilettes comme unique lieu d'approvisionnement en eau de boisson. «Dans la mesure où les enfants ne peuvent boire qu'au robinet des toilettes, il faut leur donner des boissons. Quand ils ont sport, deux bouteilles sont nécessaires : c'est lourd et les enfants sont encombrés avec 2 ou 3 sacs», déplore un parent. Un autre précise qu'il «faut descendre deux étages et traverser la cour pour aller boire aux toilettes» où, selon sa fille «l'eau n'est pas bonne». Une directrice regrette également de n'avoir pu «mettre les fontaines dans un endroit agréable, car il fallait une arrivée d'eau et une prise électrique. Du coup, elles se trouvent dans les toilettes, ce qui n'est pas hygiénique».*

Le cas des classes maternelles diffère encore : il est fréquent que les toilettes soient attenantes aux salles de classe. Les petits peuvent donc se servir directement aux lavabos afin de boire dans des gobelets prévus à cet effet. De plus, une attention particulière à l'hygiène est plus souvent constatée en maternelle, avec des lavabos plus propres.

2.2 LA GUERRE DES FONTAINES

Au sein des établissements, le mode d'accès à l'eau ne fait pas l'unanimité. Certains prônent une consommation via la présence de fontaines. D'autres défendent l'entretien

et/ou la réparation du matériel existant, c'est-à-dire des robinets. Parents et fédérations ne partagent pas non plus forcément le même avis. Ainsi, l'UFAPEC estime que *«le plus simple reste l'accès à un robinet avec des carafes, et de promouvoir les gourdes. Il faut profiter de ce qui existe (les robinets), tout en sachant que le nombre de robinets accessibles est parfois aussi un problème»*. D'un autre côté, certains parents font plutôt du lobbying pour les fontaines, une solution qui leur semble préférable à celle du remplissage de gourdes.

Pour leur part, les services PSE encouragent les écoles à utiliser robinets et gobelets, ou à promouvoir les gourdes. Un médecin d'un service PSE estime que l'accès à l'eau n'est pas un problème dans les écoles de sa province. En revanche, pour celles qui ont investi dans des fontaines, il évoque l'importante consommation de gobelets jetables, les problèmes de maintenance qui génèrent des coûts et un *«gros investissement qui n'est pas utilisé pour des choses plus utiles»*. Pourtant, une des écoles visitées a installé plusieurs fontaines à eau depuis 4 à 5 ans et l'économiste n'a relevé aucun problème particulier, dans la mesure où l'établissement bénéficie d'un contrat de maintenance avec la firme. Autre lieu, autre choix : dans les écoles qui dépendent de la ville de Bruxelles, l'objectif d'installer un robinet dans chaque classe serait quasiment atteint.

Pour une animatrice de l'asbl Jeune Et Citoyen, *«l'eau reste quelque chose d'important. Quand on fait un jeu de rôle dans lequel le distributeur de boissons tombe en panne, les élèves préfèrent mettre une fontaine plutôt que de le réparer. Ils mettent en avant la gratuité de l'eau»*. Cet argument est d'ailleurs revenu à plusieurs reprises dans notre focus group d'élèves : «ce qui est bien, ont-ils dit, c'est qu'on a de l'eau gratuite».

2.3 DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX

D'après l'association COREN, les aspects environnementaux sont également au cœur des problèmes liés à l'eau dans les écoles. Ainsi, les installations vétustes

entraînent un problème de gaspillage d'eau (dû par exemple aux fuites). L'association soulève également le gaspillage résultant de l'emballage des boissons. Dans les écoles, 11% des déchets se composent de canettes, de petites bouteilles et de cartons de boisson. COREN relève enfin qu'en dépit de l'interdiction de l'usage d'eau de Javel, elle est encore souvent employée pour le nettoyage des toilettes.

Par ailleurs, de manière générale, la Belgique est l'un des plus gros consommateurs d'eau en bouteille en Europe, alors que nous avons une des meilleures eaux de distribution d'Europe, au niveau qualitatif.

2.4 RÉFLEXIONS SUR UN COÛT

D'après un examen de la Cour des comptes auprès de 56 écoles fondamentales autonomes de la Communauté française, ces établissements dépensent en moyenne, par an et par élève, 18,38 euros pour l'eau¹⁴. La Cour épingle cependant des variations marquées. Ainsi, la consommation d'une des institutions était 8 fois supérieure à la moyenne, avec 141,6 euros par élève. Elle était 5 fois supérieure à la moyenne dans 5 autres écoles. À l'opposé, 7 écoles consacraient moins de 10 euros pour la consommation d'eau par élève.

Le problème du gaspillage de l'eau fait partie des préoccupations de nombreuses écoles, que ce soit en raison des fuites constatées ou de robinets laissés ouverts par les enfants, par jeu ou par inadvertance. Ces pertes pèsent aussi sur le budget de l'école : un robinet qui fuit «gaspille» 50 litres d'eau par jour. Une chasse qui coule «coûte» 25 litres par heure, soit 200 m³ par an. De nombreuses écoles (tout comme les parents) sont en tout cas soucieuses de faire des économies d'eau, que ce soit pour des raisons économiques ou environnementales.

Une dernière précision : l'eau du robinet coûte de 150 à 600 fois moins cher que celle en bouteille...

2.5 POUR LES TOILETTES, TOUT LE MONDE SE PLAINT (OU PRESQUE)

Selon l'UFAPEC, les toilettes cristallisent un nombre important de problèmes, surtout au niveau du secondaire, notamment en raison d'installations vétustes, d'un nombre insuffisant de toilettes par élève et d'un problème de temps lié à ce ratio trop faible : techniquement, les jeunes n'ont pas le temps d'aller aux toilettes pendant la récréation (les filles, en particulier).

Les doléances concernant cette problématique sont exprimées de manière récurrente par les différents acteurs de l'école. Tous soulignent que beaucoup d'enfants et de jeunes se retiennent d'aller aux toilettes à l'école, notamment en raison des conditions structurelles : portes qui ne ferment pas convenablement, lumière qui ne fonctionne pas, absence de planche, éloignement des sanitaires... Ces problèmes contribuent en tout cas à expliquer une réalité dérangeante : certains des enfants ont tout «simplement» peur d'aller aux toilettes à l'école...

2.6 MAIS OÙ SONT LES WC ?

Dans certaines écoles, le bloc sanitaire se trouve à l'extérieur des bâtiments. Cet emplacement génère une série de problèmes dont, une bonne partie de l'année, celui du froid ressenti dans ces espaces (sans parler d'éventuels soucis, dans certaines écoles, quand le gel envahit les canalisations...). Bref, une partie des enfants hésitent à se rendre dans ce type de toilettes.

De surcroît, cette localisation n'est pas sans conséquence sur les dégradations occasionnées par certains élèves. «Personne ne voit qu'on va aux toilettes. On peut faire ce qu'on veut», explique l'un d'entre eux.

Certains sanitaires s'avèrent également particulièrement mal placés à l'intérieur des bâtiments. Les services PSE évoquent ainsi «*beaucoup d'aberrations, avec des enfants qui doivent traverser des salles de classe pour aller aux toilettes. On pourrait mettre des cloisons, ce serait plus simple*»... De fait, dans une des écoles visitées, les élèves

¹⁴ Ecoles : des disparités fortes dans la consommation d'énergie.

<https://www.lalibre.be/economie/libre-entreprise/ecoles-des-disparites-fortes-dans-la-consommation-d-energie-51b8e5b3e4b0de6db9c57e5e>

d'une des classes de maternelle devaient traverser une autre classe pour se rendre aux toilettes. Dans la mesure où, en maternelle, l'accès aux sanitaires se fait à la demande, l'enseignante reconnaissait être souvent dérangée par le passage d'élèves...

Des cas de toilettes éloignées des salles de cours ont également été rapportés. Or cela peut engendrer le fait que les enseignants hésitent davantage à laisser les enfants sortir pendant les heures de cours : il en va de leur responsabilité si l'enfant, par exemple, tombe dans les escaliers ou reste enfermé dans une des toilettes.

Enfin, la configuration des espaces sanitaires peut aussi laisser à désirer, comme lorsqu'ils ne permettent pas d'assurer le respect de l'intimité. Pour les classes maternelles, il est fréquent d'avoir des WC collectifs et/ou sans porte. Il arrive également qu'ils jouxtent directement la salle de classe. Cela permet aux enseignants de pouvoir surveiller plus facilement les élèves. Cependant, pour certains enfants, cela pose un problème de pudeur. Quant aux écoles primaires et secondaires, il semble que la séparation filles-garçons n'y soit pas toujours très nette. Et il arrive que des urinoirs soient visibles depuis la cour de récréation. Par ailleurs, les portes des sanitaires comportent fréquemment des ouvertures vers le bas. En l'absence de surveillance des adultes, cette découpe risque de faciliter les «jeux» malvenus de certains enfants.

2.7 C'EST TROP PEU!

De nombreux établissements scolaires rencontrent un problème de ratio, qui génère inévitablement à son tour une série de dysfonctionnements.

Ainsi, par exemple, un interlocuteur d'un service PSE constate *«qu'il n'y a pas assez de toilettes, et qu'il n'y a pas, non plus, de réglementation. De nombreuses écoles sont surpeuplées : il y a donc un usage intensif, et le matériel casse»*. Autre témoignage, venant cette fois d'une enseignante, *«avant, nous avions 5 classes. Maintenant, on en a 7. Mais il n'y a pas davantage de toilettes»*. Un élève confirme : *«il faudrait 3 fois plus de toilettes»*.

«On est passé de 400 à 600 élèves, pour le même bâtiment». Il arrive également que le ratio soit suffisant, mais que cela n'empêche pas les problèmes de dégradations. Comme le dit un élève, *«certaines sont bouchées, dans d'autres, c'est le fumoir... au final, il reste 3 toilettes utilisables»*.

En revanche, les enseignants seraient généralement logés à meilleure enseigne. *«A la salle des profs, il y a 5 toilettes, laisse tomber»*, déplore un jeune. La séparation géographique des toilettes des enseignants et celles des élèves pose également question.

2.8 UN LIEU D'AISANCE QUI PORTE MAL SON NOM

De nombreux témoignages - et constats - font état d'un matériel défectueux, en raison d'un usage intensif et/ou d'une grande vétusté. Les planches sont détériorées ou absentes, les verrous cassés, les chasses défailtantes... *«On a du brol, du vlek»*, assure un interlocuteur. *Quant aux planches manquantes, «c'est un problème de confort pour les filles. On croit que la planche est un vecteur de microbes, mais c'est faux»*, assure Sophie Liebman¹⁵.

Le matériel manquant fait partie des doléances récurrentes. Fréquemment, on constate l'absence de poubelles, y compris en primaire, alors que certaines jeunes filles de ces écoles ont déjà des règles. Les goupillons sont également souvent absents. En revanche, remarque-t-on dans un service PSE, *«chez les profs, tout brille»*.

De plus, la vétusté du matériel engendre fréquemment des fuites au niveau des sanitaires : chasse d'eau et robinets coulent...

Autre point problématique : le matériel n'est pas toujours adapté à la taille des plus petits. Cela arrive notamment lorsqu'on retrouve des classes maternelles et primaires groupées au même endroit. *«Les petits garçons de 5 ans n'arrivent pas à viser dans les toilettes des grands»*, explique un interlocuteur. Un parent raconte également que son fils est déjà resté enfermé dans les toilettes, car les portes - choisies par l'école pour leur qualité en matière d'isolation - sont lourdes et difficiles à ouvrir pour les plus jeunes.

¹⁵ Auteure du mémoire Analyse socio-pédagogique de la place du corps à l'école primaire : le cas particulier des toilettes, ULB, Faculté des Sciences Psychologiques et de l'Education, 2008-2009

Depuis cet épisode, l'enfant n'ose plus aller aux toilettes. On remarque enfin que, dans les écoles, les sanitaires sont loin d'être très accueillants. Une lumière agréable, des miroirs et d'autres petits «détails» non secondaires contribueraient pourtant à une bonne ambiance générale du lieu. Le problème des odeurs - une problématique fréquemment rapportée - n'arrange rien. Ce problème

figure également dans de nombreux rapports de visites que nous avons pu consulter dans un service PSE. Selon les interlocuteurs de ce PSE, *«ce problème pourrait être résolu avec un entretien plus régulier, une meilleure aération des sanitaires ou la réparation des urinoirs défectueux, les urinoirs ayant un débit très faible ne permettant pas un bon rinçage de la cuvette»*.

LES VISITES D'ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES

La promotion d'un environnement scolaire favorable à la santé constitue une mission essentielle de la Promotion de la Santé à l'École (PSE), par décret du 20 décembre 2001. La visite d'établissement scolaire est une manière concrète de réaliser cette mission.

Ainsi, le médecin du service PSE procède de manière régulière (en théorie, chaque année), à la visite d'établissements scolaires. Cette visite porte sur les conditions de salubrité et d'hygiène, et notamment celles des installations sanitaires.

Suite à cette visite, il établit un rapport qu'il transmet au conseiller en prévention, à la direction et au Pouvoir Organisateur. Ce rapport fait état de la situation au sein de l'école et émet des recommandations.

Cette visite PSE complète de nombreuses autres visites effectuées au sein des écoles : services internes et externes de prévention et de protection au travail, AFSCA, service régional d'incendie...

2.9 LE POINT DE VUE DES USAGERS



«Chez les responsables pédagogiques, c'est un sujet tabou mais, chez les parents, on en parle beaucoup.» (une directrice)

«Les femmes d'ouvrage se plaignent du manque d'hygiène. Elles n'en peuvent plus.» (un parent)

Dans une analyse réalisée en 2010¹⁶, l'UFAPEC a demandé aux parents quels étaient les éléments des bâtiments de l'école nécessitant une amélioration urgente : 55% des personnes interrogées ont répondu «les sanitaires».

D'après l'étude «Amélioration de l'hygiène en milieu scolaire», tous les acteurs de l'école (élèves, parents, personnels d'entretien et d'encadrement, enseignants...) se déclarent insatisfaits de l'état général des sanitaires à l'école. En cause, notamment : des ratios, souvent insuffisants, des équipements inadaptés en quantité et en qualité. Mais ces personnes parlent également de problèmes de respect de la pudeur, de la localisation des

toilettes, de leur entretien ou de leur approvisionnement en papier (*ce point, concernant l'organisation, sera détaillé dans le chapitre 3*).

Les différentes études rassemblées confirment que l'hygiène et la propreté des toilettes sont des sujets importants aux yeux des enfants et des adolescents. Un rapport d'Unicef-Belgique donne un aperçu de ce qu'en pensent les jeunes. *«Je ne fais presque jamais mes besoins à l'école parce que c'est trop sale»*, dit l'un. *«Ce qui me dérange à l'école, ce sont les toilettes. Elles sont sales»*, ajoute l'autre. *«Je préfère avoir mal au ventre du matin au soir et pendant toute l'année que de devoir aller à la toilette à l'école»*, tranche un dernier.

Dans Tout, tout, tout, vous saurez tout sur les WC, Anne-Françoise Meurisse relève que *«29% des enfants considèrent que les toilettes ne sont jamais propres»*. Une étude française¹⁷ rappelle que la situation n'est guère différente dans ce pays. Ainsi, par exemple, le conseil local des parents d'élèves d'un collège de l'Hérault avait interrogé les élèves sur les conditions sanitaires de leur établissement. Résultat : 24% d'entre eux souhaitaient une

¹⁶ Le tabou du corps à l'école : l'exemple des toilettes. Bénédicte Loriers. Analyse UFAPEC 2010.

¹⁷ Hygiène à l'école : autour des sanitaires, le tabou. La Santé de l'Homme, INPES, n°370

amélioration de l'entretien des toilettes, 21% la mise à disposition de papier toilettes, 16% réclamaient un meilleur système de fermeture des portes et, 13%, la surveillance du bloc sanitaire.

D'après les associations ou les fédérations qui forment les élèves délégués (FAPEO, Jeune Et Citoyen asbl), *«c'est comme une rengaine»*¹⁸. Ainsi, *«les toilettes, c'est le premier sujet dans le top 5 qui revient sur la table»* (Jeune Et Citoyen asbl). De même, explique la FAPEO, *«le deuxième jour, on travaille sur des projets concrets. Il y a toujours un groupe de travail sur les WC»*. L'UFAPEC confirme également qu' *«améliorer les toilettes revenait souvent, avec des demandes pour ces 'détails' que sont les savons, les miroirs, les verrous...»*

¹⁸ Article : Toilettes, hygiène et propreté... il y a du pain sur la planche. Jeune Et Citoyen asbl. Trimestriel Particip'action, 1^{er} trimestre 2011. www.jeuneetcitoyen.be/journal-de-lasbl ou www.jeuneetcitoyen.be

3. UNE ORGANISATION QUI EN DIT LONG

Il ne suffit pas de disposer de structures bien conçues et/ou en nombre suffisant pour gommer tous les problèmes liés à l'accès à l'eau et aux sanitaires. L'organisation de l'établissement et, en particulier, ce qu'il en résulte au niveau de la propreté des lieux, est un facteur indissociable de cette problématique.

Pour le dire autrement, l'organisation risque d'être à l'origine de certaines difficultés. Ou bien elle peut les aggraver encore. C'est le cas, par exemple, dans les établissements où les ratios de toilettes sont insuffisants par rapport au nombre d'élèves, et que ces derniers s'y présentent tous au même moment, celui de la récréation. Ou bien lorsque l'absence de matériel et de produits de base devient un frein pour les jeunes, peu incités à se laver les mains ou à se rendre dans les sanitaires.

3.1 BOIRE À SA SANTÉ

On boit parce qu'on a soif, bien sûr. Mais, aussi, parce que les conditions s'y prêtent ou y incitent. Les élèves se montrent très soucieux de la propreté et de l'hygiène des lieux ou du matériel permettant l'accès à l'eau. *«Il faudrait un lavage quotidien des fontaines : c'est dégueulasse»,* se plaint l'un d'entre eux. *«Dans la salle d'accueil, il y a des verres, mais on ne sait pas s'ils sont propres ou pas. Ils sont tous mélangés : ça ne donne pas envie de boire»,* explique un autre. Un dernier ajoute : *«c'est chouette d'avoir des fontaines, mais ce serait mieux avec des verres propres. A la limite, il faudrait des verres en plastique, mais ce n'est pas très écologique».*

3.2 FONTAINES : LE BILAN DE LA «MODERNITÉ»

Sur le terrain, ceux qui ont fait le choix de fontaines à eau évoquent plusieurs avantages à ce système : leur hygiène, leur facilité d'accès, le fait qu'elles attirent l'attention des jeunes...

En revanche, divers inconvénients sont également évoqués tels que les problèmes de maintenance et le coût engendrés. Ainsi, par exemple, les fontaines placées dans une cour de récréation ne tiendraient parfois que quelques mois. Elles seraient chères à entretenir et/ou à remplacer. Le coût des gobelets est également déploré. Par ailleurs, l'hygiène des fontaines ne serait pas toujours optimale, et elles entraîneraient un possible gaspillage en eau. Par exemple, les enfants ne savent pas toujours comment boire correctement aux fontaines à jet, qui fourniraient, par ailleurs, une occasion de chahut.

3.3 COMMENT MÉNAGER L'ENVIRONNEMENT

Le souci de l'environnement entre en ligne de compte dans le choix des moyens qui facilitent l'accès à l'eau comme boisson. *«Permettre l'accès à l'eau sans générer de déchets, c'est une difficulté»,* explique un économiste. *Mais comment éviter les gobelets en plastique? Mettre à disposition des contenants en verre à côté des fontaines à eau implique une logistique pour le moins «compliquée».* Par ailleurs, d'un point de vue environnemental, cet économiste constate que, dans son établissement, les déchets ont très fortement diminué depuis que les distributeurs automatiques de boissons ont été retirés : le nombre de canettes jetées a diminué.

Dans plusieurs écoles primaires visitées, et pour autant que les classes possèdent un évier, les élèves disposaient de gobelets personnalisés en plastique, mais non jetables. Une des directrices a expliqué que ces récipients étaient également utilisés pour les soupes des élèves, lors des excursions, etc. Dans les établissements secondaires, de telles pratiques semblent évidemment bien plus difficiles, sinon impossible, à mettre en place.

Le fait d'encourager les élèves à venir en classe avec une gourde (à remplir au robinet ou à la fontaine par exemple) reste une solution. Cependant, un parent rappelle qu'une gourde, *«pour un petit, c'est lourd. Il faudrait qu'elle puisse rester en classe. Mais, dans ce cas, elle devrait être lavée régulièrement».*

Les gourdes présentent cependant un certain nombre d'inconvénients. Dans un service PSE, on signale qu'elles peuvent «puer» à l'intérieur. Une enseignante confirme que son école avait reçu des gourdes, mais que *«les parents mettaient n'importe quoi dedans, y compris du lait*

en maternelle, avec des problèmes d'odeur en cas de mauvais nettoyage, ou bien des boissons pétillantes ou de la grenadine...»

De son côté, l'UFAPEC signale qu'aux yeux des ados, les gourdes sont jugées «ringardes». De plus, elles prennent de la place alors qu'ils ne veulent utiliser que des petits sacs.

3.4 LE LAVAGE DES MAINS ? A LA GUERRE, COMME...

Les élèves, les parents et les autres acteurs sont très nombreux à évoquer les problèmes d'hygiène liés au lavage des mains, par exemple en raison d'éviers sales, d'absence de savon ou d'essuies (voir le point 3.6) et/ou de la saleté de ces derniers (voir le point 3.5).

D'après différentes études, le faible taux de lavage des mains est à rapprocher des conditions d'hygiène des sanitaires et du manque de matériel. Dans «Amélioration de l'hygiène en milieu scolaire»¹⁹, on note que 38% des élèves ne se lavent les mains que «parfois» après être allés aux toilettes. A plus de 50%, ils n'y pensent pas. Mais 46% invoquent également une eau trop froide, et 20% expliquent qu'ils ne peuvent pas s'essuyer les mains ensuite (faute de matériel adéquat ou engageant). D'après cette étude, 12% seulement des jeunes estimaient de pas avoir besoin de se laver les mains en quittant les toilettes.

Dans certaines écoles, les toilettes sont le seul endroit où les élèves peuvent trouver un évier. «*Si tu ne vas pas aux WC pendant la récré, tu te laves les mains où ?*», demande un élève. D'autres évoquent des installations sanitaires se trouvant à l'extérieur du bâtiment, ce qui pose un problème de froid plusieurs mois de l'année... Ils déplorent aussi un ratio insuffisant d'éviers, qui décourage ou empêche une pratique régulière de lavage des mains.

Par ailleurs, en primaire, lorsqu'il y a un évier dans la classe, il n'est pas rare de le trouver encombré par des pinceaux à nettoyer...

Un autre point découle des constats précédents : il est déjà

problématique, dans un certain nombre d'établissements, de pouvoir facilement et régulièrement se laver les mains, y compris avant le repas. Dans ce contexte, autant «oublier» d'envisager un lavage des dents après avoir mangé...

3.5 C'EST DU PROPRE !



«*Ma conviction? On respecte ce qui est propre.*»
(un économiste)

Papier et eau sur le sol, urine et matières fécales sur les planches, et parfois sur les murs... Un des principaux problèmes rencontrés dans les écoles concerne la propreté des sanitaires. Tous les intervenants se demandent comment maintenir les sanitaires propres et accueillants, tout en assurant, comme dans «*Tout, tout, tout vous saurez tout sur les WC*»²⁰, que «*la propreté des toilettes n'est pas proportionnelle à la fréquence des nettoyages*».

«*Lors des visites, raconte-t-on dans un service PSE, les directeurs ne sont pas fiers : on sent une réticence pour la visite. C'est un domaine qui gêne : ils sont embêtés quand on regarde les toilettes, mais ça ne les effleure pas que les enfants n'aient pas le minimum*». De leur côté, les femmes d'ouvrage se plaignent du manque d'hygiène : «*elles n'en peuvent plus*», assure un parent. Certains jeunes remarquent aussi que «*tout ce qui est beau, c'est pour les profs. Eux ont des toilettes privées ultra propres*».

En pratique, «*on ne peut demander aux femmes de ménage de nettoyer 4 fois par jour*», rappelle-t-on dans un service PSE. Certains interlocuteurs remarquent également que la vétusté de certains locaux démotive le personnel d'entretien et n'encourage pas les élèves à respecter les lieux.

Au final, «*ça paraît sale même quand c'est propre, ça sent mauvais même si on nettoie*», entend-on dire également.

¹⁹ Amélioration de l'hygiène en milieu scolaire. Eléments de réflexion et d'aide à la décision. Académie de Clermont-Ferrand, ministère de l'éducation nationale, Agence Régionale de Santé d'Auvergne, IUFM d'Auvergne, oct 2010.

²⁰ Tout, tout, tout, vous saurez tout sur les WC. Etat des lieux des sanitaires des écoles. Anne-Françoise Meurisse, travail de fin d'étude (2001-2002), Unité des Sciences hospitalières et Médico-Sociales, Institut Supérieur en Soins Infirmiers, Centre de Formation pour les secteurs Infirmiers et de Santé.

3.6 LA GESTION DES CONSOMMABLES

Disposer de savon pour se laver les mains, et de quoi les essuyer convenablement, ou savoir qu'en entrant dans une toilette, on y trouvera sans faute du papier... voilà autant de points déterminants aux yeux des enfants (et des adultes). Dans, «Tout, tout, tout, vous saurez tout sur les WC», Anne-Françoise Meurisse a remarqué que l'école où les enfants se lavaient le plus les mains était également celle où il y avait le plus de savons et d'essuies. Ce constat, fondé sur l'observation de 5 écoles, ne permet pas de tirer une conclusion définitive, mais il fait réfléchir.

En maternelle, la situation ne peut être comparée à celle des autres niveaux d'enseignement car, de manière générale, une grande attention est portée à l'hygiène. Ainsi, assez fréquemment, en début d'année, il est demandé à chaque enfant d'apporter un savon liquide. On explique aussi aux élèves qu'il y a moins de microbes dans un essuie papier que dans du tissu.

Dans une des écoles visitées, les enseignantes utilisaient un gel destiné au lavage des mains sans eau. En effet, avec un seul évier par classe, le lavage aurait pris trop de temps. Pourtant, elles reconnaissent qu'il s'agissait d'une mauvaise solution, parce que les enfants mangent ensuite des fruits, se frottent les yeux, etc.

Et dans le primaire ou le secondaire ? De très nombreuses personnes interrogées déplorent le manque du minimum de base : savons, essuies ou système de séchage des mains. «C'est moins la propreté que la disponibilité du minimum qui me dérange», explique un interlocuteur. Dans un service PSE, on confirme que «ce qui manque presque toujours, c'est de quoi se laver les mains, même dans les écoles nouvellement construites».

Le savon - ou plutôt son absence - est un problème récurrent au sein des écoles, aussi bien au niveau des primaires que des secondaires. La filière technique n'est pas davantage épargnée : «à l'atelier, l'évier est propre, mais il n'y a pas de savon. C'est embêtant pour nous, en électromécanique», explique un élève.

S'agit-il d'un problème d'hygiène non pris en compte, d'approvisionnement, de malveillance ? Le sujet est complexe. Il soulève en tout cas de nombreux mécontentements. «Dans deux écoles sur trois, il n'y a ni

savon ni papier pour les mains», assure-t-on dans un service PSE. «On me dit que c'est à cause du vandalisme, que les enfants déroulent les tambours, et aussi qu'avec un pousse-mousse, ça fait du gaspillage, que le pain de savon, ce n'est pas hygiénique... Il y a toujours quelque chose qui ne va pas!» Loin d'être anodin, la gestion du papier toilette reste quant à lui un problème complexe dans les établissements scolaires. Selon une directrice, «le papier toilette, c'est un drame. Partout, on en parle dans les réunions de directeurs. Les enseignants ne veulent plus tenir les rouleaux. Si on met du papier à disposition dans les toilettes, les enfants le jettent dans le pot. Si on met du feuille à feuille, ils tirent dessus. On a aussi un problème d'approvisionnement».

En pratique, différentes «politiques» sont appliquées, en fonction des écoles. En raison de la malveillance de certains jeunes (bouchage des toilettes), des directions optent pour des dérouleurs de grande dimension situés à l'extérieur des toilettes, ou pour l'instauration d'un système de papier toilette à la demande.

Concernant la présence de distributeurs à l'extérieur des toilettes, les avis sont partagés. Pour certains, ce système générerait du gaspillage. D'autres assurent qu'au contraire, il le limite. L'enquête française «Amélioration de l'hygiène en milieu scolaire» révèle que 40% des élèves disent oublier régulièrement de se munir de papier toilettes. Un interlocuteur d'un service PSE remarque que «le rouleau de papier dans le hall d'entrée, ce n'est pas mal car l'enseignant/l'éducateur peut surveiller».

La solution du papier à la demande peut également être source de gêne pour des enfants qui choisissent alors de se retenir ou de se rendre, sans papier, aux toilettes.

Selon un parent, «1 enfant sur 10 demande du papier à l'éducateur et encore, ce sont les plus grands. Je mets des mouchoirs dans les poches de mes enfants, mais ça va à l'encontre de l'écologie. Et puis, parfois, les enfants disent qu'ils ont dû faire vite et qu'ils n'avaient pas pris leurs mouchoirs!». Une mère d'élève souligne même que, depuis que ses enfants vont à l'école primaire, «ils ne sont plus propres. En maternelle, la propreté, c'est une condition sur laquelle on ne déroge pas. Mais là, tout a été détruit en trois mois».

En tout cas, certaines données rappelées dans «Amélioration de l'hygiène en milieu scolaire» méritent réflexion. Selon les élèves, les problèmes les plus manifestes pour la fréquentation des sanitaires sont les odeurs (78%), la malpropreté des toilettes (65%), la peur

du verrou qui fonctionne mal (66% des enfants craignent de rester enfermés) ou celle d'attraper des maladies (40%). Enfin les «peurs sociales» ne sont pas étrangères à leurs préoccupations : 49% redoutent que «quelqu'un les voie» et 38% que l'on se moque d'eux.

4. LES FACES CACHÉES DES USAGES

«Les toilettes, le lavage des mains et les boissons saines sont des sujets qui préoccupent les parents», rappelle la FAPEO. Dans les établissements scolaires, si un certain nombre de pratiques visent à encourager des attitudes qui favorisent l'accès à l'eau (consommation exclusive, hygiène et toilettes), d'autres les découragent.

4.1 SI ON BUVAIT ?

Encore une fois, c'est en maternelle que l'accès à l'eau semble le plus généralisé et courant. En effet, les enseignants prennent le temps de faire boire les enfants à la collation et à midi. Dans une des écoles visitées, les institutrices maternelles et primaires avaient même l'habitude d'installer, lors des journées chaudes, des tables et des cruches dans la cour de récréation pour que les élèves viennent s'y désaltérer.

Un *focus group* entre élèves a révélé que ces derniers étaient très satisfaits d'avoir accès à l'eau gratuitement au sein de leur école secondaire. Certains d'entre eux précisaient aussi que *«boire de l'eau, c'est une question d'éducation. Si nos parents nous ont habitués à en boire, alors on ne boit pas trop de sodas»*.

A la FAPEO, on souligne que *«les secondaires savent que le cerveau a besoin d'être hydraté et que, quand on a soif, c'est trop tard»*. Mais, comme évoqué précédemment, la prise de boisson par les élèves peut être freinée par le souhait de ne pas devoir se rendre aux toilettes trop fréquemment. Autre obstacle possible, la crainte, pour le jeune, qu'il ne soit pas possible d'aller aux toilettes lorsque le besoin s'en fait sentir, soit par manque de temps, soit en raison d'interdictions imposées pendant les heures de cours.

4.2 LES MAINS ET LES DENTS, PEUT-ÊTRE...

Le lavage des mains avant de passer à table est rarement instauré dans les écoles primaires (et, a fortiori, dans le secondaire). Mis à part en maternelle, l'hygiène à la sortie des toilettes fait également rarement partie des pratiques.

La FAPEO déplore que rien ne soit mis en place pour le lavage des dents après le repas, notamment pour les jeunes qui portent un appareil d'orthodontie.

Il semble très difficile de mettre en place, de manière régulière, un lavage des dents le midi à l'école. A l'école primaire, et plus encore dans le secondaire, la santé dentaire

et les mesures qui la conditionnent ne figurent pas parmi les priorités. Concernant un lavage des dents à l'école, une enseignante parle même de *«totale utopie. Nous, on ne le fait pas, alors, les enfants!»*, s'exclame-t-elle.

Plusieurs raisons sont invoquées pour justifier cette attitude. On parle ainsi de problème d'infrastructures inadaptées ou d'hygiène non adéquate pour cet acte de prévention. Ainsi, par exemple, des toilettes qui sentent l'urine n'encourageraient pas ce type de pratique. On évoque également une absence de matériel et d'équipement. *«Le matériel n'est pas compliqué, mais si on l'apporte aux enseignants, ils font plus de choses»*, déclare-t-on dans un service PSE.

Une absence de motivation ou de préoccupation des enseignants renforce ces divers arguments.

Une direction d'école admet que *«l'hygiène dentaire, on n'y pense pas»*. Dans un service PSE, on ajoute : *«chaque année, la Fondation pour la santé dentaire passe dans 2 ou 3 écoles mais, un mois après, c'est comme un ballon de baudruche qui se dégonfle. Il faut que les enseignants soient motivés»*.

L'absence de temps semble être un élément important aussi. L'UFAPEC remarque que *«c'est encore du temps à dégager»*. Un parent admet que *«les élèves sont nombreux, 25 par classe», et une enseignante rappelle que «le brossage prend du temps et qu'il faut être réaliste...»* De quoi suggérer que le brossage des dents à l'école fait partie des pratiques exceptionnelles ?

Fondamentalement, la question de savoir si le brossage des dents fait partie des missions de l'école est souvent soulevée. Selon une directrice, *«on a déjà suffisamment de choses à faire ! Ce n'est pas vraiment le rôle de l'école de faire brosser les dents. Mais d'en parler, oui !»* De fait, des actions de sensibilisation à l'hygiène bucco-dentaire sont ponctuellement menées, souvent en espérant encourager les enseignants à poursuivre la démarche entreprise au cours des semaines suivantes. Quant à ces derniers, ils espèrent, eux, passer ensuite le relais aux parents et que *«ça continue à la maison»*.

Les initiatives de sensibilisation sont en tout cas variées. Certaines proviennent des infirmières des services PSE, avec par exemple une animation et un atelier brossage des dents. D'autres prévoient la visite de dentistes dans les classes. Pendant deux ans, un bus affrété par la Province du Luxembourg a visité 200 écoles. Pour sa part, l'ONE a proposé l'action Tunnel Denti-Mains Propres.

4.3 SÉSAME, OUVRE-TOI !



«Les parents sont surpris par la rigidité des enseignants (qui limitent l'accès aux toilettes) et ne respectent pas le rythme naturel des enfants. C'est un besoin qui est parfois tellement réglementé!» (FAPEO)

«Quand les enfants demandaient à aller aux toilettes pendant les cours, l'instit' refusait car ils doivent 'apprendre à se retenir'.» (un parent)

L'accès aux toilettes représente certainement l'un des aspects les plus difficiles à gérer pour les enseignants. Un certain nombre d'entre eux sont tentés de restreindre l'accès aux toilettes aux moments des récréations. Ils entendent éviter leur part de responsabilité en cas d'accident, ou bien stopper les abus de certains élèves. Cependant, cette attitude inquiète les parents. De plus, elle va à l'encontre des recommandations des médecins, puisqu'elle oblige les enfants et les adolescents à se retenir. En conséquence, il arrive que des parents entrent un certificat médical pour que leur enfant puisse aller aux toilettes pendant les cours.

En tout cas, interdire ou limiter fortement l'accès aux sanitaires pendant les heures de cours contribue aux ruées lors des récréations, avec parfois toutes les difficultés qui en découlent en raison d'un usage (trop) intensif.

4.4 LE CÔTÉ «LUDIQUÉ» DES CHOSES



«Les toilettes, c'est le lieu où ils aiment faire les cons.» (un économiste)

«Je préfère des toilettes où l'on s'amuse que des toilettes où on ne va pas.» (UFAPEC)

«C'est un lieu de rassemblement, oui. Mais est-ce qu'ils ont un autre lieu ?» (Jeune Et Citoyen asbl)

En primaire comme en secondaire, pour certains élèves, les toilettes sont un défouloir, tantôt espace de jeux, tantôt de dégradations, ou bien encore espace fumeur ou de rencontres. «Avant, quand j'étais enseignante, je ne comprenais pas pourquoi ils ne prenaient pas soin des toilettes, car c'est un endroit qui leur appartient», raconte une animatrice de l'asbl Jeune Et Citoyen. «Avec le recul, je me dis que c'est le seul lieu sans regard d'adultes. Alors, ils se lâchent. S'ils ont quelque chose contre l'institution, ils s'en prennent aux WC».

En tout cas, les élèves ne manquent pas d'imagination : papier toilette dans la cuvette, boulettes de papier au plafond, jeux divers avec l'eau... Les «dérapages» prennent aussi parfois un aspect moins «ludique». Un élève raconte ainsi que chez les filles, il n'y a plus aucune poignée et que certains élèves «s'amuse» à cracher sur la poignée.

Ces comportements variés, pourtant occasionnés par une minorité, poussent des directions à adopter des décisions plus ou moins radicales qui frappent l'ensemble des élèves : retrait du papier, fermeture de l'eau (y compris par peur des flaques qui peuvent être la cause de glissades et d'accidents), accès limité aux toilettes. Ces mesures soulèvent généralement le mécontentement des élèves.

Comme l'exprime l'un d'entre eux, «il y a peut-être 3 cons qui lancent des boulettes, et c'est tout le monde qui subit les conséquences : il ont coupé l'eau». Une autre assure pour sa part «qu'il n'y en a pas tellement qui foutent le bordel. La majorité a envie d'être bien, surtout les filles, car c'est un endroit où elles papotent».

4.5 ON NE JOUE PLUS!

Les toilettes sont également un lieu où s'exercent des intimidations, des moqueries, des vexations ou du harcèlement. Ces comportements génèrent des peurs et ils contribuent au fait que certains élèves préfèrent se retenir toute la journée plutôt que de mettre les pieds aux sanitaires. L'UFAPEC confirme que «dans certains endroits où il n'y a pas de surveillance, certains enfants ont peur (y compris de se faire racketter)».

Dans un service PSE, on explique qu'aux toilettes, «il y a du harcèlement, rendu possible à cause de la disposition des lieux et des portes qui ne ferment pas. Les enfants se font ennuyer et les filles ont peur». Ce problème explique-t-il les

raisons pour lesquelles, dans les conclusions de sa recherche, Anne-Françoise Meurisse observe que 5% des élèves ont toujours peur d'aller aux toilettes, et 19%, parfois.

5. DES BARRAGES EN COMMUN

S'appuyant sur l'étude de la littérature et les recherches menées sur le terrain, ce chapitre met en évidence les principales problématiques partagées par de nombreux établissements : la vétusté, les difficultés liées à la réalisation des travaux et réparations, les problèmes de nettoyage, les questions de surveillance, sans oublier celles liées au respect. Le chapitre évoque également les origines des difficultés rencontrées, et ouvre le débat sur les pistes de solutions possibles.

5.1 LA PLAIE DE LA VÉTUSTÉ



«Il y a de grandes disparités entre écoles. Je rêve d'un kit IKEA.» (FAPEO)

Certains sanitaires font l'objet d'un constat général de «vieillesse» et d'inadaptation des infrastructures. Un bâtiment vieillissant ou vétuste amplifie généralement les problèmes que les écoles peuvent rencontrer, et les complexifie parfois. De plus, ainsi que le souligne un architecte attaché à l'Administration générale des infrastructures (Fédération Wallonie-Bruxelles), les infrastructures, souvent anciennes, ne sont même pas forcément toujours adaptables...

En pratique, l'ancienneté des établissements peut engendrer des situations pour le moins problématiques. C'est le cas, par exemple, d'une école visitée : elle n'a pas de fondations, l'eau ne s'évacue pas et, les jours de pluie, d'immenses flaques d'eau envahissent la cour de récréation. Dans d'autres établissements, la vétusté est à l'origine de situations préoccupantes qui touchent à la sécurité des élèves ou à leur hygiène, par exemple avec des problèmes récurrents de toilettes bouchées.

Les cas spécifiques des bâtiments classés complexifient encore le problème, puisqu'il n'est pas possible d'y envisager n'importe quels travaux ou d'y entreprendre certains aménagements. Les écoles disposent dans ce cas de marges de manœuvre limitées.

Des interlocuteurs ont également souligné que la vétusté des bâtiments participe à la démotivation du personnel d'entretien, qui a souvent l'impression que ses efforts de nettoyage ne servent à rien. Elle n'encourage pas non plus les élèves à respecter des lieux perçus comme «vieux».

5.2 TENIR, RETENIR ET MAINTENIR

De manière récurrente, quels que soient leurs réseaux,

toutes les écoles rencontrent des problèmes de travaux à effectuer, de maintenance et de logistique. Toutefois, ces difficultés se traduisent différemment. Ainsi, certaines écoles communales déplorent les lenteurs administratives auxquelles elles sont souvent confrontées. En effet, ces établissements sont contraints de demander une autorisation à la commune avant de pouvoir effectuer leurs travaux. Certaines doivent rester dans l'attente des ouvriers chargés de les réaliser. Des situations ubuesques ont été rapportées, comme dans cette école où le nouveau lave-vaisselle était depuis des semaines en attente d'installation par un ouvrier communal... alors que ce branchement aurait pu être réalisé en interne, par d'autres personnes.

Des écoles du réseau libre mettent davantage en avant un problème d'ordre financier, en raison de budgets encore plus serrés que dans l'officiel. Ces établissements comblent leur manque de moyens par des récoltes de fonds ou par des appels aux bonnes volontés, en s'appuyant fortement sur l'implication des parents. Ainsi, il n'est pas rare de voir ces derniers intervenir dans l'école de leurs enfants, en effectuant divers travaux de réparation ou de peinture. L'un des avantages de cette formule, indique une directrice c'est que «dans la mesure où les parents organisent eux-mêmes les opérations à mener, la mise en œuvre est souvent plus rapide en commun».

5.3. TOUT UN MÉNAGE À FAIRE

Ainsi que le recommandent les services PSE, les sanitaires des établissements scolaires sont généralement nettoyés au moins une fois par jour. Mais ce n'est pas forcément gage de propreté. En particulier, les usages intensifs au moment des récréations, ainsi que les manques de respect des élèves, nuisent au maintien d'une situation adéquate.

Un autre facteur intervient dans cette problématique :

celui de la motivation du personnel d'entretien. De nombreux interlocuteurs ont évoqué les difficultés rencontrées par ces travailleurs, confrontés au non-respect des lieux, aux dégradations, aux traces laissées par les jeux d'eau, etc. Dans une des écoles visitées, un entretien est prévu 3 fois par jour. Du moins, en théorie. En effet, comme l'explique la directrice, *«le personnel d'entretien est le plus absent dans une école, et il n'est pas remplacé»*.

5.4. UNE SITUATION SOUS SURVEILLANCE

Si l'on excepte le cas de l'école maternelle, où l'encadrement des enfants est tout autre, la question de la surveillance et de l'encadrement des élèves dans les sanitaires préoccupe fortement les écoles et les parents.

Une enseignante raconte que, dans son école, le souci n'est pas l'accès à l'eau en lui-même mais le fait que l'eau est coupée parce que les enfants laissent les robinets ouverts. Selon elle, le problème relèverait donc à la fois d'une éducation défaillante et d'un manque de surveillance.

En ce qui concerne l'accès aux sanitaires, une enseignante rappelle que *«depuis Dutroux, c'est la psychose : on évite de laisser les enfants circuler seuls»*. Outre cette problématique particulière, les risques d'accident (chute dans les escaliers, enfant coincé dans les toilettes pendant les cours) et ceux de dégradations susceptibles d'être commises par des jeunes, conduisent certains enseignants (ou les directions) à interdire tout accès aux sanitaires pendant les heures de cours et/ou à fermer les toilettes entre les récréations.

Selon une mère d'élève, *«cette attitude provient d'un problème d'infrastructure. Les enseignants n'ont pas d'autres solutions que ces mauvaises solutions, car les sanitaires sont trop loin des salles de classe. Les professeurs ne veulent pas être tenus responsables d'un éventuel accident»*.

Et durant les récréations ? La surveillance des sanitaires par un enseignant ou par un éducateur n'est pas systématique. Dans un certain nombre d'écoles, elle fait l'objet de discussions, mais n'est pas instaurée. *«La discipline, ils ne la placent pas au bon endroit»*, estime un élève. Un autre précise que *«les éducateurs regardent si on fume au fond de la cour. Du coup, les fumeurs vont dans les*

toilettes : c'est un cercle vicieux».

L'ASBL Coren signale que *«la surveillance et des horaires d'accès sont souvent mis en place afin de pallier des situations dans lesquelles les installations, pour des raisons de vandalisme ou autres, ne sont pas en bon état. Mais cela ne suffit pas»*.

5.5. LA QUESTION FONDAMENTALE DES RESPECTS

De nombreuses écoles sont confrontées au non-respect du matériel et des lieux par les élèves. Ce comportement trouverait sa source dans de nombreuses frustrations générées par l'école. Les élèves ne s'y sentent pas respectés et, comme le dit une animatrice de l'asbl Jeune Et Citoyen, *«le seul moyen qu'ils ont pour se venger, c'est de dégrader»*.

Sophie Liebman estime que *«l'école, c'est aussi le lieu des apprentissages et ce n'est pas toujours facile. C'est douloureux d'apprendre. Les enfants s'expriment dans les toilettes. La saleté révèle l'état de bien-être des personnes. Si quelqu'un se sent respecté, il respecte son environnement. Si quelqu'un souffre au travail, à l'école, il l'exprime aux toilettes, car c'est un lieu où il est seul, sans contrôle»*.

Tout comme les discriminations parfois vécues dans le cadre scolaire, les difficultés rencontrées par les jeunes en matière d'hygiène et de sanitaires, peuvent accentuer un sentiment de manque de respect à leur égard. D'autre part, au-delà des souffrances liées à l'apprentissage, l'enfant rencontre au sein de l'école, un déni de son corps, lorsque ses besoins de base ne sont pas pris en compte (conditions d'hygiène, conditions d'accès...).

Fréquemment, il vit également un non-respect de son intimité, entre autres lorsqu'il lui faut réclamer du papier toilette, ou parce que les portes des toilettes sont ouvertes sur le bas, manquantes ou cassées... Enfin, aux toilettes, certains élèves font également l'objet d'un manque de respect de la part des autres écoliers, à travers des moqueries, des intimidations ou toutes sortes de «jeux», souvent ressentis comme une violence au moins symbolique.

En conséquence, dans les sanitaires, *«il n'y a pas le même respect que chez soi, constate une directrice. On retrouve de la merde au mur (ce qu'on ne verrait pas chez soi) car il n'y a plus de papier, car on veut embêter la femme de charge...»*

Dans «Toilettes, hygiène et propreté... il y a du pain sur la planche», l'asbl Jeune Et Citoyen déclare : *« finalement, les toilettes, c'est quoi ? C'est un lieu par lequel j'échappe, le temps d'une pause, au contrôle de l'adulte et au regard des autres. Un lieu pour s'isoler ou pour se retrouver... un lieu pour se défouler ».*

Une enseignante conclut : *« il faut se rendre compte que quand les WC vont bien, tout va bien ! Plus il y a de bien-être à l'école, moins il y a de violence, et plus il y a d'apprentissage. Empêcher de boire, d'aller aux toilettes... cela crée beaucoup de frustrations. Moins il y en a, et mieux ça va ».*

Le personnel d'entretien se retrouve en première ligne face aux saletés, aux dégradations, aux actes d'incivilités commis dans les sanitaires. La question du respect de ce personnel, et de sa place au sein de l'établissement, a été évoquée à de multiples reprises par divers interlocuteurs. Selon une directrice, *« il faut mettre davantage en valeur les techniciens. Les dames me disent : 'on nous prend pour des boniches, c'est à peine si on nous dit bonjour' ».* Une enseignante confirme l'importance d'un respect s'étendant à tout le monde, femme d'ouvrage compris. *« Elle fait partie de l'équipe. Et c'est une question d'apprentissage des élèves »*, souligne-t-elle.

Enfin, le respect concerne aussi celui de l'eau. Dans certains cas, la vétusté des bâtiments ou du matériel, ou l'absence d'entretien et de réparations, est à la source de réels gaspillages. Parfois aussi, les jeunes sont responsables du gâchis. *« En tant qu'ex-prof dans le secondaire »,* rapporte un témoin, *« ce qui me frappait, c'était le manque de respect de l'eau : les robinets qui coulent, tout comme les vannes des tuyaux d'extincteurs, la dégradation des fontaines à eau... Pour eux, c'est gratuit... Paradoxalement, les jeunes ont pourtant envie d'avoir de l'eau à leur disposition. En tout cas, rien ne se faisait dans l'école pour les conscientiser ».*

5.6. LA COURSE CONTRE LE TEMPS

La question du temps a été abordée avant tout pour les problèmes de lavage des mains ou des dents. En ce qui concerne l'hygiène des mains, *« il faudrait que ce temps soit prévu »*, indique l'UFAPEC. Une enseignante, qui se dit déjà en course permanente contre la montre, assure qu'il lui serait impossible de faire passer ses 24 élèves devant l'évier avant de manger.

De manière générale, certains interlocuteurs ont soulevé le manque de temps pour mettre en place tout nouveau projet dans les écoles, y compris ceux concernant des règles d'hygiène. Une directrice confirme que *« c'est un problème de temps. En effet, penser un projet, c'est se réunir et y réfléchir. Or les enseignants ont déjà l'impression de manquer de temps. Alors, l'eau de consommation, non, on ne s'y attèle pas : ce n'est pas un projet d'école ».* Une enseignante complète : *« on promeut la participation des jeunes (avec le Décret Mission/Citoyenneté) mais l'école n'en a pas les moyens. On a 22 heures de cours. Il faut trouver du temps (le midi, aux récréations) pour construire cette participation ».*

Une directrice renchérit, en rappelant qu' *« on nous rajoute des choses (les boissons, la citoyenneté, etc.) qui relèvent plus de l'éducation à domicile. Actuellement, les enfants sont plus agités, plus fainéants : ça demande plus de temps pour calmer la classe, pour les stimuler à travailler. Si les enfants étaient plus disciplinés, on aurait plus de temps, les enseignants seraient plus réceptifs à tous ces projets ».*

5.7. UNE QUESTION DE NORMES ?

Face aux difficultés rencontrées, de nombreuses personnes mettent en avant, et déplorent, l'absence de normes, notamment concernant les ratios des sanitaires : il existe des recommandations, mais elles ne sont pas contraignantes.

Un autre point problématique est également évoqué : actuellement, les Pouvoirs Organisateurs ne sont pas dans l'obligation de réagir aux conclusions des rapports de visites des services PSE. L'un des médecins d'un service PSE explique ainsi qu'en dépit du temps passé à rédiger ses rapports et ses recommandations, ces derniers subissent souvent un classement vertical.

Parmi nos interlocuteurs, une architecte au Service des Infrastructures Publiques Subventionnées (Fédération Wallonie Bruxelles), remarque que l'absence de normes peut aussi être un avantage. Selon elle, en France et en Suisse, où les normes sont plus nombreuses qu'en Belgique, les idées innovantes ont plus de difficultés à pouvoir s'imposer. Chez nous, en revanche, l'école du Biéreau, par exemple, a pu réaliser son système de récupération d'eau de pluie.

NORMES ET RECOMMANDATIONS D'USAGES

Des recommandations plus que des normes

Aucune norme contraignante n'est prévue concernant les infrastructures sanitaires des établissements scolaires. Il s'agit plutôt de recommandations d'usage, laissées au bon sens des architectes.

La surface brute d'une école nouvellement construite doit respecter les normes de superficie autorisée. Cette surface est calculée sur base de la population de l'école. Il revient à l'architecte et au Pouvoir Organisateur de définir la répartition la plus adéquate des différents espaces (salles de classe, sanitaires...). Ces normes sont fixées dans l'Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 8 juillet 1993.

Les architectes s'appuient également sur une série de recommandations qui prévoit 1WC pour 20 filles ou 30 garçons et 1 urinoir pour 20 garçons. Au-delà de 500 élèves, ces chiffres peuvent être divisés par 2.

Le service des infrastructures de la Fédération Wallonie-Bruxelles se propose de fournir des conseils aux écoles concernant l'aménagement des sanitaires, le mobilier, les matériaux (robustesse, résistance au vandalisme...)...

Le règlement pour les travailleurs

Au sein des écoles, certains règlements du droit du travail s'appliquent. Ainsi le Règlement Général pour la Protection du Travail fixe différentes mentions en matière de d'éclairage, aération, entretien, équipement, ratio... (article 92 à 96).

De plus : Actuellement la loi sur le bien-être considère les élèves qui suivent des études pour lesquelles le programme prévoit une forme de travail manuel comme des travailleurs. Hormis ces stagiaires, apprentis et élèves relevant de l'enseignement technique et professionnel, seuls les enseignants, le personnel administratif et technique bénéficient, en théorie, de l'application de la loi sur le bien-être en tant de travailleurs. (Fapeo – revue Trialogue – Hygiène et normes sanitaires à l'école)

Toutefois, en pratique, les élèves du général pourraient également, à notre sens, bénéficier des mesures prises pour le personnel de l'école, dans la mesure où les uns et les autres se côtoient au sein du même établissement scolaire. (Fapeo – revue Trialogue – Hygiène et normes sanitaires à l'école)

Les chiffres que l'on retrouve, notamment concernant les ratios sont inférieurs aux recommandations pour les sanitaires élèves : 1WC pour 15 femmes ou 25 hommes et 1 urinoir pour 15 hommes.

Les sanitaires pour les personnes à mobilité réduite (PMR)

Chaque nouveau bâtiment scolaire est soumis à une réglementation concernant les installations PMR : le CWATUP en Région Wallonne et le RRU en Région Bruxelles-Capitale.

Dans les bâtiments existants, les écoles n'ont pas d'obligation d'installer des sanitaires PMR, sauf si elles entreprennent des travaux. Elles peuvent alors bénéficier du Programme Prioritaire des Travaux (PPT) pour mettre leur bâtiment aux normes.

5.8. LE NERF DE LA GUERRE

«*Quand il y a une crise sanitaire, on trouve les sous et, après, on ferme le robinet !*» (une enseignante).

Le problème des moyens financiers a été évoqué par les interlocuteurs, mais sous des formes très différentes. Certains établissements buttent sur les frais importants générés par des réparations à effectuer ou par l'achat de matériel (des fontaines à eau, par exemple). Pour d'autres, les dépenses liées à la logistique sont déjà problématiques. Une directrice explique que son école (communale) reçoit du papier toilette de la commune mais en quantité insuffisante. Les achats supplémentaires, ainsi que ceux liés aux produits d'entretien, au matériel de ménage ou aux poudres à lessiver, sont effectués à partir du budget global annuel attribué à l'école. Or les hausses de prix augmentent en permanence ces frais.

Certaines écoles, soucieuses de leurs dépenses, traquent les économies (en calculant le gaspillage d'eau, en installant du matériel économique...). D'autres parlent d'une crainte qui freine parfois les initiatives : celle de mettre de l'argent dans du nouveau matériel ou de nouveaux aménagements, et de constater ensuite qu'ils ne seront pas respectés. Enfin, un certain nombre d'écoles ne visent ni de grandes débauches financières ni des investissements dans du nouveau matériel : pour elles, réparer ce qui est défectueux et entretenir le reste, suffirait déjà.

Une absence de volonté et/ou un ordre de priorité inadapté compliqueraient encore les problèmes liés aux moyens financiers. Dans un service PSE, on estime que les Pouvoirs Organisateurs ne bougent pas... ou bien qu'ils imaginent des projets pharaoniques, qu'ils finissent inmanquablement par trouver trop chers.

Un parent estime que beaucoup de choses pourraient être réglées uniquement avec de la bonne volonté. Un autre suggère que les écoles cherchent des ressources ailleurs, y compris en donnant une place aux parents au sein de l'école. Un interlocuteur constate en tout cas qu'en s'auto-finançant, le réseau libre peut mettre l'argent là où il le souhaite, avec davantage de marge de manœuvre.

5.9. UN MANQUE DE BRAS

Certaines écoles déplorent un manque de personnel

d'encadrement (pour la surveillance lors du passage aux toilettes, par exemple) ou de personnel d'entretien (de manière structurelle ou en raison d'un taux d'absentéisme élevé). Complexe, cette question en évoque d'autres : celle du temps, de la motivation du personnel, elle-même reliée à la valorisation de son travail.

En tout cas, plusieurs personnes ont cité, en guise d'exemple à suivre, l'Institut Robert Schuman, à Eupen. On y emploie spécifiquement un coordinateur environnement, chargé de s'occuper de l'ensemble du volet environnemental de l'école, ainsi que de la recherche de fonds.

5.10 LA RECHERCHE D'AIDES

De nombreux enseignants, confrontés à une multitude de choix de sujets, ont reconnu ne pas forcément penser à aborder les thématiques dont il est question dans ce rapport. Par ailleurs, ils déplorent parfois de ne pas être toujours au courant de ce que les associations proposent et de ne pas connaître les outils pédagogiques qu'elles diffusent.

Certains enseignants souhaiteraient bénéficier d'un soutien en matière d'animation. Selon une directrice, «*les centres PMS et les services PSE n'arrivent plus à soutenir les écoles. S'il y avait un renforcement de ce côté, ces organismes pourraient faire une animation par semaine pour épauler les écoles*».

De leur côté, certains services PSE reconnaissent que «*les écoles ne sont pas assez soutenues. Si le service PSE avait moins d'écoles, une relation de confiance pourrait s'installer*». Une enseignante constate qu'en effet, les services PSE ne sont pas très actifs, «*car ils n'ont pas trop les moyens de l'être. Alors, à part dire la même chose que nous...*», dit-elle. Pour la FAPEO, «*les parents constatent l'écart entre les recommandations des PSE et ce qui est mis en place*».

Par ailleurs, des enseignants se disent insuffisamment formés pour travailler avec les jeunes de manière participative. «*Les futurs profs sont formatés à l'idée que les jeunes sont là pour apprendre des matières, et au fait qu'eux, les profs, n'ont pas le temps*», estime un interlocuteur.

Le *focus group* entre élèves a également mis en évidence le désarroi de ces derniers et leur sentiment d'impuissance

LES AIDES FINANCIÈRES

Le Fonds des bâtiments scolaires a pour objet de subventionner les travaux de construction, modernisation, agrandissement ou aménagement de bâtiments scolaires, l'achat de bâtiments existants ou le premier équipement des bâtiments scolaires. Il intervient à concurrence de 60% pour les bâtiments scolaires communaux et provinciaux, et à 100% pour les bâtiments du réseau organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Le Fonds de garantie des bâtiments scolaires a pour objectif de fournir une aide aux Pouvoirs Organisateurs pour financer (rénovation, construction, achat) leurs bâtiments scolaires. Il met à la disposition des écoles subventionnées (enseignement libre ou officiel) des capacités d'emprunt, et paie les intérêts au-dessus de 1,25% (pour le réseau officiel : uniquement pour la partie non prise en charge par le Fonds des Bâtiments scolaires).

Fonds de construction scolaires	Officiel Subventionné	Libre	Fédération Wallonie-Bruxelles
Fonds des bâtiments scolaires	60%		100%
Fonds de garantie	40%	100%	

Le Programme Prioritaire de Travaux intervient, sur dossier, sur des travaux et aménagement lourd, de type rénovation de toiture, rénovation sanitaires, conformité incendie,... Il permet de remédier aux situations préoccupantes du point de vue de la sécurité, de l'hygiène, de la performance énergétique, et qui nécessitent une réaction rapide en raison de la dégradation, de la vétusté ou de l'inadaptation des infrastructures. Il a également pour but de rencontrer, en priorité, les besoins spécifiques des établissements scolaires et des internats qui accueillent les élèves cumulant des handicaps socioculturels. D'autre part, il aide prioritairement les établissements scolaires et les internats qui, au sein de leur réseau, souffrent manifestement du manque de moyens financiers de leur Pouvoir Organisateur. Enfin, il vise à améliorer l'accessibilité des bâtiments aux personnes à mobilité réduite.

quant il s'agit de modifier les situations. *«On peut parler au nom des autres élèves, mais on ne peut pas obliger»*, a dit l'un d'entre eux. Pour un autre : *«on peut constater, mais proposer des solutions, c'est pas nous»*. Un dernier a conclu : *«on n'est que des élèves. On ne peut éduquer les autres»*.

également le jour (Plan de Promotion des attitudes saines, Cellules Bien-être...). Pourtant, il semble qu'en dehors des subsides de rénovation, aucun projet portant sur les sanitaires n'ait vu le jour dans les écoles de Bruxelles et de Wallonie.

5.11 DES RESPONSABLES EN CASCADE

En *focus group*, ou lorsque les entretiens ont eu l'occasion d'aller davantage en profondeur, s'est posée la question de l'intérêt réel porté à ces problématiques. Aux yeux des personnes concernées, sont-elles prioritaires ou même importantes?

Au niveau des autorités politiques, la question des sanitaires et de l'accès à l'eau revient régulièrement dans les questions parlementaires. Des projets voient

Les personnes de terrain s'interrogent parfois sur le peu d'importance finalement accordé à ces questions. Derrière les discours officiels, ces interlocuteurs dénoncent une absence de réelle volonté politique à long terme... Ainsi, un des médecins d'un service PSE s'étonne du manque de réactions des bourgmestres et des échevins qui, pourtant, *«ont des enfants et des petits-enfants. Ils se rendent bien compte que c'est important pour le bien-être des enfants»*.

Ce médecin propose d'organiser des visites d'établissements scolaires pour les Pouvoirs Organisateurs, de les

amener directement sur le terrain afin qu'ils constatent de visu les difficultés rencontrées. *«Chaque année, le PSE fait les mêmes lettres au Pouvoir Organisateur mais rien ne bouge, constate-t-il. Ils disent qu'ils n'ont pas d'argent. Mais au lieu de faire simple (en installant des robinets), on fait compliqué et ça coûte cher (des fontaines à eau)».*

Les directions d'école font également l'objet de critiques. *«C'est le directeur qui donne le ton et qui définit les priorités»*, estime un interlocuteur. Or, apparemment, tous les directeurs ne porteraient pas forcément un réel intérêt à ce type de problématiques. Ou bien, à tout le moins, ils ne placeraient pas ces problèmes en tête de leur liste d'actions à mener, d'autant que les autres sollicitations et projets ne manquent pas. Pourtant, certains de leurs choix interpellent parfois, comme dans cette école très active en matière de développement durable, d'économie d'eau, de gestes éco-citoyens, mais dont les sanitaires sont dans un état catastrophique...

Par ailleurs, en dépit de l'excuse du manque de temps, souvent avancée, un interlocuteur remarque que *«ce sont toujours les mêmes écoles qui bougent pour les appels à projets»*. En tout cas, le rôle des directions et leur importance pour faire bouger les choses (y compris en interpellant le Pouvoir Organisateur) sont souvent mis en avant. Ce constat n'empêche d'ailleurs pas de reconnaître que les directions ont besoin de soutien dans leur démarche, que des tâches variées leur incombent (paperasserie administrative comprise) et qu'en primaire, faute de personnel, la direction fait même l'intendance...

5.12 AU FINAL, QUI ÉDUQUE ?

Au niveau pédagogique, les difficultés s'amplifient lors des passages successifs entre les divers niveaux d'enseignement. En maternelle, l'hygiène (et donc l'accès à l'eau) fait partie des priorités. De plus, les enseignants restent proches des besoins des enfants (s'habiller, manger...) et plus «maternants». Au primaire, *«on considère que les notions d'hygiène sont acquises alors que, dans les faits, ce n'est pas toujours le cas»*, estime-t-on à l'UFAPEC.

Comme le remarque un parent, *«en maternelle, le WC, les collations, c'était le luxe. En primaire, ça devient une privation. Pour boire, c'est la même chose : l'eau, c'est fini. Et après les collations saines données en maternelle,*

dès la primaire, ça devient n'importe quoi».

De nombreux interlocuteurs posent le problème de l'éducation des enfants à l'hygiène et à la santé.

Cette éducation fait-elle partie du rôle de l'école ? Quelle est la part de responsabilité de la famille dans ce domaine ? Bref, entre école et famille, à qui incombe la tâche d'éduquer au respect de soi, des autres, des lieux ?

L'enseignante Sophie Liebman estime que *«l'école est un lieu de sociabilisation et les WC sont un lieu collectif. On doit apprendre à les utiliser (...) C'est notre boulot, un travail de tous les jours. On leur apprend à lire, à compter. On peut aussi accompagner les enfants aux toilettes, leur apprendre à respecter, à se respecter»*. Une directrice estime toutefois que *«les PMS constatent que l'hygiène va en se détériorant. Elle passe après le reste. Il faudrait travailler avec les parents»*.

L'école, assurent plusieurs interlocuteurs, ne peut suppléer à l'éducation des parents. Pourtant, soutient la FAPEO, *«on ne demande pas aux enseignants de faire l'éducation, mais de mettre en place les conditions»*. Par exemple, s'il appartient aux parents d'apprendre l'importance de boire de l'eau à leur enfant, l'école devrait en être le relais en assurant des infrastructures adéquates et en encourageant de bonnes pratiques.

L'association COREN souligne enfin que *«dans les milieux favorisés, il existe une plus grande sensibilité à l'aspect hygiène/santé et aux aspects durables (gourdes, boîtes à tartines) : il faudrait travailler l'éducation à la santé dans certains milieux»*.

Pour conclure ce chapitre, on constate que deux leitmotivs reviennent dans les discours : d'une part, le poids de contraintes variées, d'autre part, un manque de concertation entre les différents acteurs de l'école. Sur ce point, si certains interlocuteurs reconnaissent les contraintes des uns et des autres, d'autres se montrent plus sévères renvoyant chacun à ses responsabilités. En pratique, une interlocutrice déplore une absence de concertation entre enseignants : *«ils devraient être incités à faire davantage le lien entre les différentes thématiques. Pour y parvenir, encore faudrait-il une équipe stable, qui se concertent et que la direction soutient, ce qui n'est pas toujours le cas»*.

Quant à la participation des parents et de leurs associations qui se mobilisent pour interpellier l'école

sur la thématique de l'eau, il faut reconnaître que leurs efforts ne sont pas toujours couronnés de succès. Les parents et leurs représentants finissent, parfois, par se sentir impuissants. Et la lassitude s'installe face au sentiment de tenter de faire bouger des montagnes.

6. DES PLANS POUR UNE SORTIE DE CRISE

A l'école, les problèmes liés à l'eau forment un ensemble complexe, avec des questions enchevêtrées. De nombreux freins limitent l'accès à des solutions. Ces dernières passent par une réponse globale et cohérente, qui articulerait à la fois les volets structurels, organisationnels et pédagogiques. De nouveaux comportements pourraient ainsi émerger. En effet, certaines attitudes d'élèves (comme les incivilités), tout comme les constats de déshydratation, ne relèvent pas entièrement de problèmes éducatifs. Elles sont liées aussi aux carences structurelles, matérielles ou organisationnelles.

Les enseignants, les directions et les parents s'interrogent: au niveau politique, au-delà de certains effets d'annonce, le problème de l'eau à l'école est-il vraiment considéré comme une priorité? En tout cas, il semble que certaines initiatives ne durent qu'un temps (trop) limité. Ou bien que les discours officiels restent parfois trop «découplés» par rapport aux réalités de terrain.

Les personnes rencontrées réclament davantage de moyens financiers. Elles plaident en faveur d'une réelle politique, d'une stratégie capable de faire bouger les choses. Ce chapitre propose d'explorer différentes pistes d'actions qui mèneraient au changement.

6.1 UNE AUTRE ATMOSPHÈRE



«J'ai rencontré une direction d'école qui a un mis un WC par classe, avec une charte. Les élèves ont appris à dire de façon non humiliante à l'enfant qui n'a pas laissé propre qu'il doit nettoyer. Et ça marchait bien. C'est un travail éducatif, c'est un climat d'école» (Sophie Liebman).

Les problèmes liés à l'eau et aux toilettes en soulèvent un autre, qui peut paraître un peu surprenant ou éloigné du sujet, mais ne l'est pas: celui du climat de l'école. Il s'agit de la qualité de vie perçue par tous ceux qui ont un lien avec l'établissement scolaire.

«Un climat d'école positif existe quand tous les élèves se sentent à l'aise, appréciés, acceptés et en sécurité dans un milieu qui suscite un sentiment d'appartenance, et où ils entretiennent des relations avec des personnes accueillantes en qui ils ont confiance, écrit le suisse Marc Thiébaud dans *Climat scolaire*²¹ (...). Un climat d'école positif reflète le système de convictions ou la culture sous-jacente au fonctionnement quotidien d'une école. L'amélioration constante du climat d'école doit être un but collectif».

Un grand nombre de facteurs contribuent à installer un climat positif: la qualité du respect mutuel, les efforts destinés à la réussite des élèves, le sentiment de

sécurité, celui de justice (fondé sur la reconnaissance des droits de chacun, l'existence de règles justes, légitimes et équitables, une application cohérente des sanctions) ou, encore, un sentiment d'appartenance à un milieu de vie, grâce à une adhésion à ses normes et à ses valeurs.

Certes, le climat d'école reste une notion subjective. Néanmoins, on sait qu'elle influence les comportements au sein de l'école. D'après Marc Thiébaud, «dans un établissement de niveau primaire, on peut estimer que le climat de classe aura une influence déterminante pour les élèves, alors qu'au niveau secondaire, l'établissement aura une grande importance. Des études montrent que les élèves sont sensibles au climat d'école, et la perception qu'ils en ont peut non seulement influencer leurs comportements et leur adaptation, mais également leurs apprentissages scolaires. De même, les activités de l'ensemble du personnel d'une école seront influencées par la façon dont ses membres vivent le climat de leur milieu de travail. Le climat scolaire est corrélée avec le degré d'efficacité générale d'une école et, notamment, avec le niveau d'incivilités, de violence et de stress vécu».

Ce climat favorable à l'épanouissement de l'enfant, à son bien-être et ses apprentissages, peut-il s'instaurer lorsque les besoins primaires des enfants ne sont pas respectés? Dans ce contexte, comment ne pas rappeler les recommandations du Pr Bo Coolsaet,

²¹ Article: «Climat scolaire», mars 2005. <http://www.relationsansviolence.ch/climat-scolaire-mt.pdf>

directeur du département d'urologie et d'andrologie à la Klinieken Noord d'Anvers ²² : « dans les écoles, il serait grand temps d'établir des règles d'hygiène dans les toilettes, afin que les élèves s'y rendent sans la moindre hésitation. Même pendant les heures de classe, les élèves qui expriment le besoin d'aller uriner devraient recevoir la permission de se rendre à la toilette. Ces attitudes permettront sûrement d'éviter certains problèmes ».

6.2. CLIMAT D'ÉCOLE, MODE D'EMPLOI

Pour développer et pérenniser un climat d'école positif, il s'agit de favoriser différentes pratiques éducatives. Elles privilégient, entre autres, un système d'encadrement adéquat, de participation des élèves (et des parents) à la vie scolaire, de qualité de l'enseignement et de gestion des comportements, de soutien aux élèves en difficulté, le tout avec un leadership émanant de la direction. L'application de ces principes exige un effort concerté et nécessite un travail sur le long terme.

Selon l'association Jeune Et Citoyen, afin que les toilettes soit respectées, que leur propreté fasse partie de la culture de l'école, il faut « un projet à long terme. Chaque année, il faut rappeler, questionner les jeunes. Pour qu'une culture s'installe et que les élèves 'traînent' cette culture sur toute leur scolarité, il faut 5 ans ».

6.3 UNE STRATÉGIE INSTITUTIONNELLE

Sur un plan institutionnel, les écoles espèrent que le tabou des sanitaires soit levé, et que l'accessibilité à l'eau devienne un réel sujet de préoccupation, une priorité amenant des changements concrets sur le terrain.

Les personnes rencontrées sont unanimes pour dire qu'il est nécessaire de faire bouger les choses, et que ce bouleversement passe par la conscientisation du plus grand nombre à la problématique de l'accessibilité à l'eau et, notamment, aux sanitaires. Ce sujet devrait – enfin! – être pris à bras le corps à la fois par les institutions, les Pouvoirs Organisateurs et les établissements scolaires.

Pour les écoles, un soutien extérieur pourrait prendre plusieurs formes:

- à l'échelle de l'ensemble des écoles, un Forum pourrait être organisé afin de lever le tabou et de sensibiliser les différents acteurs (notamment les Pouvoirs Organisateurs) à l'importance de mettre en place des moyens concrets pour favoriser l'accès à l'eau dans les établissements.
- à l'échelle de chaque école, des Journées pédagogiques, organisées sur ce thème, permettraient d'interpeller l'équipe éducative et de donner une impulsion extérieure. Elles pourraient réunir toutes les parties prenantes (élèves, femmes d'ouvrage, parents), montrant ainsi que ce sujet est pris au sérieux et que l'ensemble de la communauté scolaire est concernée.

6.4 UNE ACTION STRUCTURELLE

Le deuxième niveau d'action nécessitant un soutien pour développer un climat d'école positif concerne le volet structurel. En effet, dans certains cas, des modifications structurelles sont nécessaires pour assurer une cohérence avec les volets pédagogiques et organisationnels. Comme le souligne un membre d'un service PSE, « on ne peut demander aux enseignants de sensibiliser si l'infrastructure n'est pas là ». Sans doute n'est-ce pas par hasard si, dans son mémoire, Anne-Françoise Meurisse a relevé que c'est dans l'école qui proposait les meilleures conditions sanitaires que les élèves se rendaient le plus aux toilettes. De même, insister sur la nécessité de bien s'hydrater au cours de la journée n'a de sens que si les élèves ont un accès aisé à l'eau...

Sur ce point, certains interlocuteurs dénoncent l'existence d'un double discours : comment sensibiliser les élèves à ne consommer que de l'eau, disent-ils, lorsqu'un distributeur de sodas sucrés est installé dans l'école?

Il est donc important de garantir une cohérence entre les discours de l'équipe éducative, et les conditions pratiques proposées par l'école. Pour ce faire, les écoles

²² Propos tenus dans l'article: Pas propres, les WC de l'école, La Libre Belgique, 27 février 2008. <http://www.lalibre.be/actu/sciences-sante/pas-propres-les-wc-de-l-ecole-51b898cbe4b0de6db9b1af47>

sont en demande de moyens qui les aideront à proposer un cadre fiable, en particulier grâce à un soutien matériel pour des aménagements et/ou des réparations.

De nombreux interlocuteurs se disent convaincus qu'un lieu beau et propre a davantage de chances d'être respecté. *«Avant, c'était moche, sale, cassé... comment voulez-vous que les enfants aient du respect?»*, interroge une directrice. Le son de cloche est similaire dans un des services PSE: *«avec du beau matériel, on a envie de respecter»*. Des élèves parlent quant à eux de *«WC plus esthétiques, qui amènent à les garder propres»*.

Cette opinion n'est cependant pas partagée par tout le monde. Plus défaitiste, un économiste estime qu'*«il n'y a pas de solutions: si on réaménage, dans quelques mois, c'est pareil: ce n'est pas respecté»*. Voilà sans doute pourquoi beaucoup d'interlocuteurs ou, encore, l'UFAPEC, insistent sur la nécessité d'une sensibilisation des élèves, parallèlement au maintien d'un lieu agréable.

6.5 PLACE À LA PÉDAGOGIE

Le troisième volet nécessitant un soutien concerne l'aspect pédagogique. Sur ce point, une aide (parfois méthodologique) peut s'avérer nécessaire pour mettre en place des projets participatifs. En effet, autour de la problématique de l'eau à l'école, tous les acteurs de la communauté éducative devraient pouvoir se réunir et travailler à partir des préoccupations des élèves, principaux intéressés en la matière. Un interlocuteur d'un service PSE rappelle que ce dernier peut s'impliquer et, par exemple, servir de lien avec les Pouvoirs Organisateurs.

L'UFAPEC confirme que *«les projets Hygiène doivent être globaux dans les écoles: il faut cibler toute l'école»*.

Cela signifie entre autres que les éducateurs et le personnel d'entretien doivent être parties prenantes dans les processus mis en place. *«Beaucoup de choses passent par le personnel. Il faut le sensibiliser aussi, et le valoriser»*, rappelle-t-on dans un service PSE. Les enfants et les jeunes ne peuvent être exclus de ce travail de groupe.

De manière unanime, les différents interlocuteurs ont souligné l'importance d'impliquer les élèves. D'ailleurs, selon l'association Coren, *«cela permet de trouver des solutions plus adaptées, de responsabiliser les élèves, et donc d'avoir un meilleur respect de ce qui est mis en place»*.

Une enseignante remarque aussi qu'*«il faut partir du bien-être des enfants et de leurs besoins plutôt que de projeter des modèles hygiénistes, souvent remis en cause»*.

Pour que les jeunes se sentent motivés ou concernés, de nombreuses approches sont possibles. Certaines se fondent sur le développement des valeurs (le respect de soi, de son bien-être, des autres, de l'environnement): elles permettent de travailler à l'amélioration de l'environnement scolaire et à la qualité de vie à l'école.

Le rapport *«Amélioration de l'hygiène en milieu scolaire»* suggère également d'expliquer aux élèves les problèmes que posent leurs incivilités ou leurs négligences, aux toilettes ou dans l'espace de la classe ou de la cour, afin de les sensibiliser. Pour garantir une continuité entre l'école et la maison, les Fédérations d'Associations de parents plaident pour des projets impliquant les parents.

Quoi qu'il en soit, concluent les interlocuteurs, travailler de manière concertée permettrait de prendre conscience des points de vue et des contraintes de chacun. Dans un tel cadre, chaque acteur pourrait mesurer la complexité des problèmes rencontrés, discuter des situations à améliorer et des moyens pour y parvenir. On se donnerait ainsi la chance de voir émerger un projet commun, basé sur le respect de chacun, et impliquant l'adhésion des parties prenantes.

Néanmoins, une fois acquis ce principe de projet participatif, encore faut-il se garder de certains pièges. Ainsi, sur un plan pédagogique, il est essentiel de garantir une cohérence entre les attitudes et les discours des adultes qui entourent les enfants ou les jeunes. Des exemples ont été cités concernant des enseignants qui encouragent les enfants à boire à la fontaine... mais qui eux-mêmes ne le font pas.

En pratique, pour mettre en place ce type de projets impliquant tous les acteurs et partant des besoins de l'enfant, les écoles réclament un soutien qui pourrait revêtir plusieurs formes:

- des interventions d'une personne extérieure pour soutenir les enseignants en matière de sensibilisation;
- un recueil d'outils pédagogiques et/ou de bonnes pratiques permettant d'outiller les enseignants pour leurs futurs projets;
- un soutien méthodologique, notamment pour l'accompagnement des élèves dans cette démarche participative.

Au final, l'objectif est de permettre à toutes les écoles de concevoir leur propre projet, adapté à leurs besoins. Conçu de manière concertée et participative (avec tous les acteurs de l'école), il partirait des élèves, de leurs

besoins et de leurs attentes.

Ce projet global, incluant prévention et sensibilisation, intègrerait les axes structurels, organisationnels et pédagogiques.

DES SOUTIENS, PARMIS D'AUTRES...

Pour associer les élèves à un projet global d'amélioration de leur environnement scolaire, pour entendre ce qu'ils ont à dire, identifier les difficultés qu'ils rencontrent et les amener à réfléchir à des solutions, bref, pour créer un climat d'école favorable, il existe des formules de soutien par des acteurs extérieurs à l'école.

Ainsi, par exemple, l'association Jeune Et Citoyen forme des délégués de classe. Face à des jeunes généralement «très sages», résignés, persuadés que «le directeur ne voudra jamais», et peu dans une optique de concertation, le rôle des animateurs consiste à rappeler aux élèves que l'école est leur lieu de vie et qu'ils peuvent, de leur place, construire leur école, en concertation avec les enseignants, les éducateurs, la direction... *«Notre rôle est de construire un cadre clair: demander aux jeunes (et aux enseignants) ce sur quoi ils veulent être informés, consultés, et faire une réunion de concertation»*, précise une animatrice.

7. ENTRE RÊVES ET RÉALITÉS DE TERRAIN

Dessine-moi une école... C'est ce qu'ont fait certains participants des focus group. Souvent, leurs productions ont mis en lumière des besoins et des rêves communs.

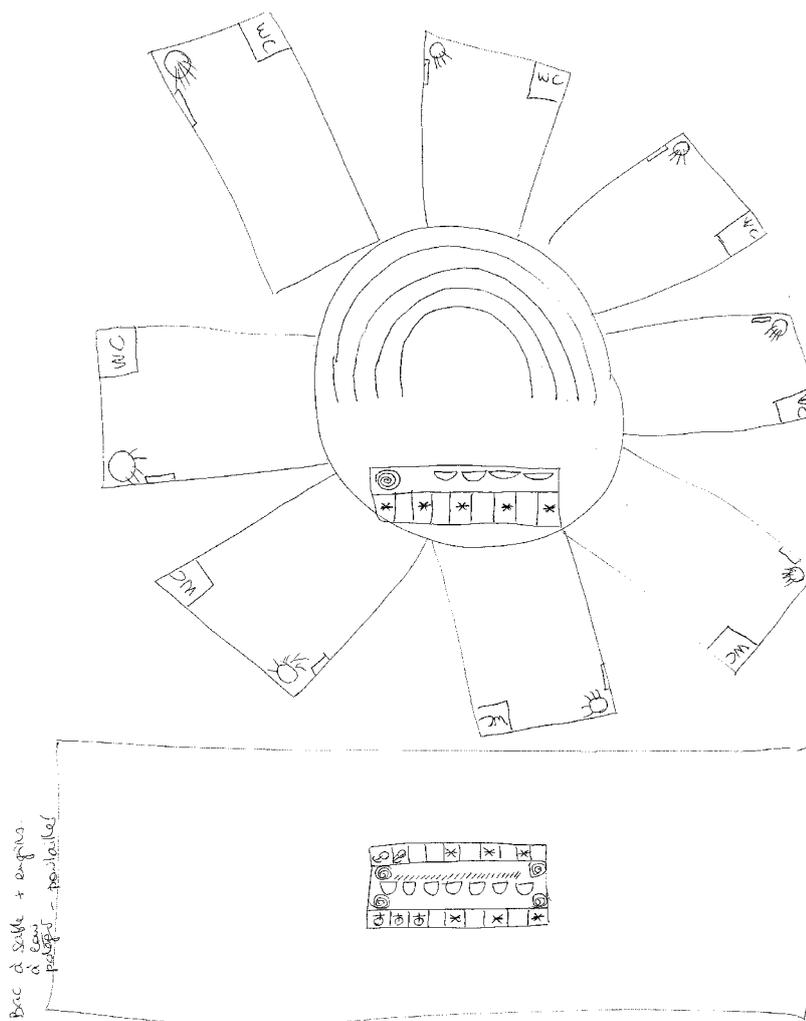
Ce dernier chapitre propose de parler de réalisations concrètes et de bonnes pratiques. De quoi alimenter de futurs projets d'école, ou les inspirer ?

7.1 DES DESSINS SI SEMBLABLES...

Lors des *focus group* tenus à Bruxelles et à Liège, il a été demandé aux participants de dessiner leur école idéale, rêves inclus. Dans le projet 1, chaque salle de classe dispose d'un WC et d'un lavabo. Un bloc sanitaire se trouve également dans la cour de récréation.

Des éléments convergents sont apparus dans de nombreux dessins. Ils révélaient des désirs de petites écoles à échelle humaine, offrant un cadre respectueux à la fois de l'environnement, des enfants, et de ceux qui y travaillent. Dans ces établissements, on y trouvait des plantes vertes, des arbres, des potagers, des composts, des bancs dans la cour, des jeux...

1



Les unités de vie abritaient un WC et un évier par classe (ou situés à proximité) et des toilettes collectives à chaque étage, ainsi qu'un ou plusieurs éviers par classe avec savon, essuies et gobelets. Les sanitaires étaient accueillants, avec des lave-mains, du savon, du papier toilette, des miroirs. Dans l'esprit de ceux qui en parlaient, ils n'agissaient pas de simples détails, mais d'éléments nécessaires pour rendre ces lieux accueillants.

Les participants ont également évoqué des couleurs qui transforment les espaces, tout en donnant davantage envie de s'y rendre et de les respecter. Les «dessinateurs» ont pensé à l'intimité, via des toilettes individuelles et fermées de haut en bas. Ils ont parlé de respect, de cohérence, de socialisation (en mêlant le collectif et l'individuel, avec l'apprentissage de règles de vie).

Des fontaines à eau (entretenu) étaient disponibles dans les couloirs et dans la cour, ou bien on y trouvait des robinets propres et faciles d'accès.

De telles structures et la présence d'un matériel adéquat (savon liquide, essuies en papier, ou sèche-mains électriques) permettraient probablement de répondre aux besoins d'hydratation des jeunes, et au respect des règles d'hygiène liées au lavage des mains (voire des dents).

Laissant cours à leurs rêves, certains «dessinateurs» ont également imaginé un bâtiment passif (comme dans l'exemple 2), avec une citerne pour la récupération des eaux de pluie, des chasses économiques, des toilettes dotées d'un matériel encastré et un chauffage.

L'idée de la création d'un local Service de Promotion de l'EAU a été évoquée : les élèves viendraient y livrer leurs propositions. Un espace à graffiter sur chaque porte de WC a également été proposé. Et puis, pourquoi pas, on a rêvé de toilettes et d'éviers qui se nettoieraient automatiquement à chaque usage, et d'une pulvérisation automatique de produits désodorisants mais non polluants. Enfin, certains ont installé de la musique - qui apaise les moeurs - dans les sanitaires...

2



7.2 DES ESPACES ADAPTÉS ET ACCUEILLANTS

Voici une série d'aménagements qui encouragent les enfants à se rendre aux toilettes et à boire l'eau tout au long de leur journée de classe.

L'utilisation de couleurs, de dessins, la présence d'un matériel complet et robuste (poubelle, planche, goupillon, papier) contribuent à rendre les lieux accueillants.



Dans le réfectoire, la présence de l'eau est bien mise en valeur.

Les toilettes pour petits et grands peuvent coexister en harmonie, tout en étant clairement différenciées. Pour les plus jeunes, les portes sont ouvertes sur le dessus car, auparavant, les élèves avaient peur de les fermer. Précisons que les récréations des plus jeunes et celles des plus grands se déroulent à des moments distincts.



L' école a choisi un matériel robuste qui permet à plusieurs enfants de se laver les mains en même temps.



La fontaine à eau de la cour de récréation est placée dans un petit local. Ainsi, les problèmes de gel des canalisations peuvent être évités pendant l'hiver. On peut noter également qu'un banc est prévu, afin que les plus jeunes élèves accèdent facilement à l'eau.



Des gobelets de couleurs (et/ou personnalisés), en classe ou au réfectoire, contribuent à donner un aspect ludique, qui encourage les enfants à boire davantage.



7.3 COMME CHEZ SOI, OU PRESQUE

Des toilettes privatives constituent un atout, évoqué par de nombreuses personnes. De plus, un espace toilette bien fermé respecte l'intimité de l'enfant ou du jeune. Plutôt qu'un grand bloc sanitaire, des espaces toilettes plus petits, à partager entre deux ou trois classes, permettraient également de responsabiliser davantage les élèves quant à la propreté du lieu.



Selon de nombreux intervenants, l'option d'une toilette située dans la salle de classe ou bien attenante ou à proximité (et/ou dans le couloir menant à une ou plusieurs classes) représente une solution adaptée au respect des besoins de l'enfant. Cette disposition réglerait également le problème de sécurité qui freine certains enseignants (ou leur direction) et les empêche d'accepter que l'enfant puisse se rendre aux toilettes durant les cours. La photo ci-dessous a été prise dans une salle de classe où se trouve une toilette privative. L'enfant peut s'y rendre à tout moment, sans demander l'autorisation.



La sensibilisation au maintien de la propreté des sanitaires n'exclut pas leur surveillance. Cette mesure rassure aussi enfants ou jeunes, qui peuvent alors se rendre en toute confiance dans ces lieux (où se déroulent parfois des faits de harcèlement). *«Ce n'est pas une bonne solution, estime une enseignante, mais on n'y est obligé, sinon, ce n'est pas respecté.»*

La piste d'une surveillance accrue par les adultes est souvent réclamée par les élèves, demandeurs d'une telle mesure. *«Il faudrait mettre un éducateur près des toilettes»,* dit l'un. De nombreux interlocuteurs ont cependant insisté sur la nécessité de conjuguer la surveillance à un volet d'éducation ou de sensibilisation au respect des lieux. Ainsi que le précise une directrice, *«cette éducation, conjointe ou pré-existante à la surveillance, permettrait d'éviter de voir uniquement l'aspect répressif de cette dernière.»*

7.4 LA FILIÈRE «COUP DE POUCE»

Il est fréquent que des élèves ne puissent pas se laver les mains parce que les robinets ne fonctionnent plus, ou parce qu'ils sont entartrés. L'entretien régulier du matériel et la réparation d'éléments défectueux constituent un moyen peu onéreux de garantir un accès à l'eau.



Certains établissements secondaires abrite des filières techniques qui pourraient prendre en charge la réparation ou l'installation de certains équipements. Cette solution permettrait à l'établissement de limiter les coûts de main-d'œuvre et permettrait aux élèves de s'investir dans un projet à vocation pédagogique. Cette idée a été évoquée lors d'un *focus group* : une enseignante rapporte ainsi la fabrication d'un banc au sein de son école par les élèves de la filière technique.

Les sections Education à la Santé, Techniques Sociales ou encore Hôtellerie pourraient également initier un projet au niveau de l'école (touchant à la consommation de l'eau, à l'hygiène, etc.). Ainsi, assure un intervenant, *«les élèves se sentiraient plus investis dans leur choix d'option.»*

7.5 LE COÛT DE L'ENVIRONNEMENT

Soucieuses de réduire leurs frais et/ou pour des questions environnementales, certaines écoles placent des équipements destinés à réduire leur consommation en eau : boutons-presseurs sur les robinets, chasses d'eau économiques, systèmes de récupération d'eau de pluie. Un économiste évoque également un urinoir sans eau (urimat.be). L'article «Toilette, hygiène et propreté... il

il y a du pain sur la planche»²³ fait également référence à un établissement fonctionnant avec des toilettes sèches (école expérimentale «Pédagogie Nomade», de Limerlé, à Gouvy).



Une autre bonne pratique mérite d'être détaillée ici : celle du Canacla®.

Il s'agit d'un objet en céramique ou en fer forgé. Il a été créé par un médecin belge à la retraite, le Dr Benoit Vanhercke. Le nom de cet objet provient d'une contraction entre le mot canari, qui désigne en Afrique une cruche en terre cuite, et le mot clapet. A la fois économique, écologique et ludique, il a été imaginé pour répondre aux problèmes d'hygiène et d'approvisionnement en eau des villages d'Afrique. Le Canacla permet d'utiliser 30 fois moins d'eau lors du lavage des mains (3 litres au robinet, pour à peine 100 ml avec cet ustensile). Une des écoles visitées a acheté plusieurs Canacla et mène régulièrement des actions de sensibilisation au gaspillage de l'eau.



7.6 UN ENTRETIEN PLUS FACILE

Le choix du type de toilettes peut influencer la propreté des lieux. Par exemple, des toilettes suspendues semblent être une solution simple pour faciliter le nettoyage.



7.7 UN CHANGEMENT PAR LA PAROLE

Certaines écoles ont inséré dans leur règlement d'ordre intérieur des mesures concernant les sanitaires. L'un de ces règlements prévoit que *«les toilettes de la cour de récréation ne sont pas accessibles pendant les heures de cours, sauf accord d'un éducateur et pour des problèmes de santé»*. Un autre énonce : *«j'utilise correctement les toilettes. Je bois proprement. Je garde les lieux propres en tirant la chasse. Je ne joue pas avec le papier wc»*.

Selon l'enseignante Sophie Liebman, *«chaque école devrait pouvoir réfléchir à la question de l'accès aux toilettes avec les enfants»*.



Parmi les bonnes pratiques qui faciliteraient la discussion sur ce thème, figure celle du «tour de parole». Appliqué dans certaines écoles, il figure parfois dans leur Projet d'établissement. Le «tour de parole» doit permettre à chacun de s'exprimer de façon libre mais encadrée, dans des lieux et à des moments prévus. Cette pratique peut se dérouler tous les jours dans une classe, par exemple au «coin salon», ou être utilisée à un autre rythme. Durant ce moment, chaque enfant peut exprimer ce qu'il souhaite communiquer : ses joies, ses soucis, ses peurs, ses colères, ses envies. Chacun est écouté dans le respect.

La prise de parole aide l'enfant à mettre ses problèmes

²³ Toilettes, hygiène et propreté... il y a du pain sur la planche. Jeune Et Citoyen asbl. Trimestriel Particip'Action, 1^{er} trimestre 2011. www.jeuneetcitoyen.be/journal-de-lasbl ou www.jeuneetcitoyen.be

à distance, par exemple avant de débiter le travail scolaire. Elle lui apprend à échanger en classe comme dans la cour, où se créent sans cesse de nouvelles relations avec les autres, pas toujours faciles.

Chaque semaine, le conseil de classe fait le tour des souhaits ou des remarques, et permet de décider de nouveaux projets, d'organiser la vie en classe mais, aussi, d'aborder en Conseil d'école certains sujets mis en lumière lors du «tour de parole».

7.8 DES RÈGLES CLAIRES ET ADMISES

Certaines écoles mettent en place un règlement qui fixe les règles de vie commune, par exemple sous forme de charte.

Voici l'exemple d'une de ces chartes toilettes (http://www.ecolelibremeux.be/documents/charte_toilettes.pdf) :

- Je frappe à la porte avant d'entrer.
- Je fais mes besoins dans la cuvette.
Si je suis un garçon, je pense à relever la lunette.
- Je prends un peu de papier (+ ou - la longueur de mon avant-bras). Je le jette dans la cuvette.
- Je tire la chasse en appuyant une seule fois.
- Je me lave bien les mains : j'appuie une seule fois pour prendre du savon. Je replace l'essuie au crochet lorsque j'ai terminé.
- Après mon passage, les toilettes sont impeccables ! J'ai utilisé la poubelle. Le sol et les murs sont restés propres.
- L' espace des toilettes n'est pas un terrain de jeu. Je joue gentiment dans la cour.

7.9 UNE IMPLICATION TOTALE

La responsabilisation des élèves

Responsabiliser les élèves consiste à les encourager à s'approprier leur environnement quotidien et leur lieu de vie que représentent leur école, leur classe et les sanitaires. Cette prise de conscience de leurs responsabilités vise aussi à les inciter à respecter ces espaces.



L'article «Lever le tabou des toilettes à l'école»²⁴ raconte une initiative prise par des élèves. *«Ils en avaient marre de leurs toilettes immondes, les élèves de cette école primaire bruxelloise. Ils s'en plaignaient durant chaque «conseil des enfants» mensuel. Alors, ils ont fait une proposition : désigner des 'gardiens de la chasse'. Soit deux élèves (parmi les plus grands) par récréation, affublés d'un badge leur conférant autorité dans les W-C, d'une brosse pour le nettoyage des cuvettes et de papier à distribuer aux enfants. Un projet 'rigolo et génial', d'après une instit, mais surtout 'qui marche' et permet de conserver des toilettes plus propres».*



Une autre bonne pratique est appliquée par les Ecoles Citoyennes, qui ont choisi de suivre un modèle de participation. Les élèves (un par niveau) créent des règles qui touchent à la vie de l'école. Ces règles sont affichées partout dans l'établissement. Si un élève commet une incivilité, il est invité au Conseil de Citoyenneté, qui regroupe les représentants des élèves, des enseignants, le directeur...). Ils recherchent alors, tous ensemble, une réparation à l'incivilité.

Ainsi que l'explique une animatrice de l'asbl Jeune Et Citoyen, *«l'élève qui commet une incivilité manifeste quelque chose. Le conseil de citoyenneté, c'est un lieu où ils peuvent déposer, où on les entend avec bienveillance».*



²⁴ La Libre Belgique, 23 novembre 2009.

L'implication des parents

Elle peut également être stimulée, comme le montrent des exemples de bonnes pratiques déjà existantes.



Une des Fédérations flamandes d'associations des parents, VCOV, a lancé l'action «Joepie de Poepie». Ce projet offre un kit comprenant un dossier avec des conseils pratiques et concrets pour rafraîchir et embellir les sanitaires à l'école mais, aussi, des fiches informatives avec des conseils sur les habitudes mictionnelles et l'importance d'une bonne hygiène des toilettes. Enfin, on y trouve des idées d'actions et de sensibilisation des élèves.

L'initiative du LOGO de Gand (www.wildvanwater.be) consiste en un projet éducatif, destiné aux écoles de l'enseignement fondamental. Il a pour but d'inciter les élèves à boire davantage d'eau et à aller aux toilettes lorsque le besoin se fait sentir. Il comprend du matériel pour les directions, les enseignants, les élèves, le personnel et l'association de parents. Ainsi, la direction reçoit un instrument d'autoanalyse, des recommandations, des affiches, des pictogrammes. Les enseignants, eux, peuvent s'appuyer sur un livre de préparations et d'outils ludiques (chansons, vidéos...). Le kit comporte une proposition de lettre pour les parents, ainsi que des brochures.

Une sensibilisation globale

La sensibilisation aux problématiques évoquées devrait concerner aussi bien les élèves que l'ensemble de la communauté éducative (par exemple via des forums ou la diffusion de différents outils). De manière générale, «*les enfants sont très sensibles à l'environnement*», rappelle un interlocuteur d'un service PSE. L'ASBL Coren souligne pour sa part qu'il existe encore beaucoup d'idées reçues sur la qualité de l'eau ou sur la potabilité de l'eau du robinet : autant de sujets auxquels les jeunes peuvent être sensibilisés.



L'association COREN réalise, entre autres, des audits environnementaux au sein des écoles et travaille directement avec des groupes d'éco-délégués. COREN propose un appui pédagogique aux élèves, afin de développer chez les participants une meilleure connaissance de leur milieu et un sens de la responsabilité à l'égard de ce dernier. Les

résultats de l'audit sont débattus entre les différents acteurs de l'école. Des recommandations quant aux mesures à prendre pour adopter des comportements optimaux sont ensuite dégagées.

La sensibilisation peut se dérouler dans différents cours, en fonction des thèmes abordés (les besoins physiologiques, le cycle de l'eau, la pollution, l'alimentation, le sport, l'eau dans les pays du Sud, l'obésité, le gaspillage...).

La sensibilisation au coût fait également partie des cordes sur lesquelles il est possible de jouer. Plutôt que de réparer ou changer ce qui est cassé et réprimer, l'asbl Jeune Et Citoyen encourage les écoles à jouer la transparence, c'est-à-dire à informer par exemple les élèves sur le coût des dégâts qu'ils provoquent et sur les frais de l'école en général. «*Une heure de compréhension au fonctionnement de l'école leur permettrait d'y jeter un autre regard*», assure l'animatrice.

Il existe différents vecteurs de communication permettant d'ancrer le travail de sensibilisation. Les images ci-dessous en montrent quelques-uns.



7.10 SI ON JOUAIT EN ÉQUIPE ?



«Mon petit coin» est un Jeu de l'oie conçu par des infirmières en urologie et une stomathérapeute des Cliniques Universitaires Saint-Luc, à Bruxelles, en partenariat avec la responsable du service PSE de Watermael-Boistfort et le corps enseignant. Il a été élaboré pour sensibiliser à la bonne utilisation des toilettes à l'école et à la maison. Il s'agit d'un jeu éducatif. Il vise à donner de bonnes habitudes aux toilettes et permet de transmettre des connaissances concernant l'hygiène, l'alimentation, l'hydratation, l'activité physique, le fonctionnement des systèmes digestif et urinaire. Il est destiné aux enfants de 6 à 10 ans. Un prototype du jeu a été testé, lors d'une phase pilote, via les infirmières scolaires, dans des services PSE du Brabant Wallon et de Bruxelles. Il devrait être prochainement réédité.

Il existe un certain nombre d'outils concernant les thématiques de l'eau. Certains ont été répertoriés en fin de document. En revanche, selon la responsable de l'équipe Pipsa, l'outilthèque des Mutualités Socialistes, on trouve peu d'outils sur l'hygiène «et ils sont souvent très normés. Ce thème est pourtant très demandé», précise-t-elle.

De manière générale, de nombreuses structures et associations peuvent épauler les écoles dans la mise en place de projets liés à la thématique de l'eau.

Parmi elles, on peut citer Coren, Green, Réseau idée. Parallèlement, des structures comme l'asbl Jeune Et Citoyen ou la FAPEO forment les délégués de classe et les accompagnent dans la mise en place de projets concrets.

SYNTHÈSE

Dans de nombreuses écoles, l'accès à l'eau et les toilettes sont un vrai problème. Ce rapport dresse l'état des lieux de la question, en s'appuyant principalement sur une enquête de terrain, complétée par des focus group et une recherche bibliographique.

Un bilan de santé

La «politique de l'eau» fait partie du vécu des enfants à l'école. Elle influe sur leur santé, leur bien-être, leur apprentissage, le respect qu'ils se portent, portent aux autres et à l'environnement.

L'accès à l'eau n'est pas un luxe : c'est un droit qui correspond à un besoin primaire. Comme le dit un parent, *«cette accessibilité ne devrait pas être un combat pour un enfant»*.

Au niveau de la santé, l'eau est indispensable au développement de l'enfant. De nombreuses études démontrent l'importance des besoins en eau des enfants. Pourtant, ils sont moins sensibles à la sensation de soif que les adultes.

Promouvoir la consommation d'eau contribue à préserver les jeunes de risques de déshydratation mais, aussi, de problèmes d'obésité. Leur éviter la prise de boissons sucrées (jus, sodas ou, pour les plus grands, boissons énergisantes) éloigne également la survenue de caries dentaires.

Les bonnes pratiques d'hygiène des mains permettent d'échapper en partie à la transmission de maladies infectieuses. Dans la vie courante, 70% des microbes sont transmis par les mains. Pourtant, dans de nombreux établissements, le lavage des mains n'est répandu ni avant les repas ni en sortant des toilettes.

Enfin, l'accès, sans limite, à des toilettes en bon état et agréables, évite également aux enfants des situations d'inconfort, un sentiment d'absence de respect, ainsi que des désagréments de santé. Ce sujet, qui préoccupe les jeunes, les parents et tous les acteurs de l'école, fait encore partie des tabous. Pourtant, le constat est sans appel : pour des raisons variées, trop d'enfants encore ne fréquentent pas - ou trop rarement - les toilettes de leur école, ou ne sont pas autorisés à s'y rendre en cas de besoin. Facteur aggravant, certains jeunes se privent de boire afin de ne pas devoir se rendre aux sanitaires à l'école.

Quand les conditions font défaut

Selon les écoles, les possibilités et les conditions d'accès à l'eau divergent fortement. Il arrive que robinets et fontaines à eau soient présents en quantité et à des emplacements adéquats. Mais il arrive aussi que les seuls robinets disponibles se trouvent exclusivement aux toilettes, parfois elles-mêmes éloignées des salles de classe. Les mêmes disparités existent au niveau de l'état du matériel.

Les toilettes constituent une source de doléances quasi unanimes dans le fondamental et en secondaire. Les causes de mécontentement peuvent être nombreuses, et se cumulent parfois : installations vétustes, non confortables, mal placées ou trop éloignées, en nombre insuffisant par rapport au quota d'élèves, pas assez entretenues ou réparées, dépourvues du matériel de base, ne respectant pas l'intimité de l'enfant. Ces lieux suscitent parfois la peur, par exemple en raison des dérapages qui s'y déroulent. Les conditions sanitaires de certaines écoles peuvent être considérées comme préoccupantes.

Au sein d'un établissement, l'organisation et les usages peuvent accentuer les problèmes liés à une infrastructure défaillante. Le manque de produits de base, la propreté des points d'eau et des toilettes, les horaires (ou les autorisations) d'accès, tout comme le manque de temps ou l'absence de surveillance des lieux, risquent de décourager l'envie de boire et/ou de se rendre aux toilettes, ainsi que l'habitude de se laver les mains. Quant au lavage des dents à l'école, il resterait très minoritaire, en dépit d'actions de sensibilisation destinées à encourager cette pratique.

Tous sur le même bateau

Un grand nombre d'écoles sont confrontées à des problématiques ou à des contraintes similaires. Elles doivent fonctionner avec des infrastructures vétustes, parfois inadaptées, sans pouvoir toujours réparer le matériel défectueux. Elles font aussi état, entre autres, de problèmes de nettoyage et de surveillance. L'absence de normes contraignantes en matière de sanitaires, ainsi qu'un manque de moyens financiers, contribuent à faire perdurer des situations inadaptées aux besoins des enfants.

Pour une arrivée à bon port

L'accès à l'eau et à des toilettes de qualité soulève un ensemble de problèmes complexes et enchevêtrés. Une réponse adéquate passe par une stratégie globale, prenant en compte à la fois les problèmes structurels, organisationnels et pédagogiques. Pour autant que la volonté y soit, l'implication et la participation de tous les acteurs de l'école, avec des soutiens extérieurs, sont essentiels pour mener à des solutions durables. Et à l'installation d'un climat d'école respectueux des besoins de chacun.

Un certain nombre de bonnes pratiques démontrent déjà qu'il est possible de sensibiliser aux problèmes de l'eau, et d'instaurer des projets participatifs ou des changements qui correspondent aux besoins spécifiques de chaque école. Une manière de montrer, aussi, que la prise en charge des problèmes liés à l'eau peut être un baromètre indiquant la préoccupation pour le bien-être de tous ceux qui font vivre l'école.

**MÉTHODOLOGIE ET RESSOURCES
UTILISÉES POUR L'ÉTUDE**

Cette étude s'est appuyée sur :

1. **un travail de terrain** : visites d'établissements scolaires, focus group, interviews de partenaires de l'école ou d'acteurs institutionnels) ;
2. **une bibliographie** autour des thématiques de l'eau, des toilettes, du lavage des mains et des dents ;
3. une recherche sur **les aides financières** proposées aux écoles (appels à projets, concours...) ;
4. une recherche sur **les campagnes pédagogiques** existantes ;
5. une série de **questions parlementaires**.

1. TRAVAIL DE TERRAIN

Le travail de terrain (via les entretiens individuels, les visites d'écoles et les focus group) nous a permis :

- **de recueillir les points de vue de différents acteurs (les directeurs, enseignants, économes, élèves, acteurs du tissu associatif actif dans les écoles, parents et associations de parents). A plusieurs, reprises, l'opinion des éducateurs et du personnel d'entretien a été rapportée par les autres acteurs (parents d'élèves, enseignants...).**
- **de cibler les différentes provinces (Hainaut, Bruxelles, Namur, Brabant-Wallon, Luxembourg, Liège).**
- **de diversifier les caractéristiques des écoles (niveau d'étude, réseau, rural ou urbain, implantation géographique, catégorie socio-économique...)**

VISITES D'ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES

Des visites d'établissements scolaires ont été effectuées, accompagnées d'entretiens de directeurs, enseignants, économes... Il s'agissait de mieux connaître la réalité du vécu des écoles, et sa perception par les acteurs de terrain. Ces visites et entretiens ont été complétés par des *focus group*. Ils ont permis de discuter des difficultés rencontrées, des manques observés mais, aussi, des forces ou des pratiques à encourager.

Une première école visitée a servi à tester un questionnaire. Il s'agit d'une école fondamentale en Région Bruxelles-Capitale.

Puis 5 autres écoles ont été visitées :

- Une école fondamentale dans le Hainaut (région de Charleroi), du réseau libre, avec une offre d'enseignement du 1^{er} degré d'enseignement général, techniques sociales, électromécanique. L'économe a été interviewée.
- Une école fondamentale dans la Province de Namur, réseau Communauté française. Son offre d'enseignement couvre la maternelle et le primaire. La directrice a été interviewée.
- Une école fondamentale en Région Bruxelles-Capitale, du réseau officiel subventionné. L'offre d'enseignement concerne la maternelle et le primaire. La directrice et une enseignante de maternelle ont été interviewées.
- Une école fondamentale en Brabant Wallon, du réseau officiel subventionné (communal), avec une offre d'enseignement pour la maternelle et le primaire. La directrice a été interviewée.
- Une école maternelle en Brabant Wallon, du réseau libre. Le directeur a été interviewé.

FOCUS GROUP

Un des focus group a réuni des élèves délégués de l'école secondaire visitée dans la région de Charleroi.

Un autre a regroupé différents acteurs de l'école à Bruxelles.

Un dernier groupe de discussion, à Liège, était constitué par différents acteurs de l'école.

AUTRES PERSONNES INTERVIEWÉES

Les partenaires des écoles

- Les deux fédérations francophones d'associations de parents: l'UFAPEC - Union Francophone des Associations de Parents de l'Enseignement Catholique (pour l'enseignement libre) et la FAPEO - Fédérations des Associations de Parents d'Elèves de l'Enseignement Officiel ;
- Les parents d'une association des parents d'élèves d'un Athénée Royal ;
- Le service PSE de la Ville de Bruxelles ;
- Le service PSE de la Province du Luxembourg ;
- Le service PSE de la Province de Liège ;
- Un médecin du service PSE du Brabant Wallon.

Des acteurs institutionnels

- La personne en charge des Cellules Bien-être à la Direction générale de l'enseignement obligatoire de la Fédération Wallonie Bruxelles ;
- Deux personnes de la Fédération Wallonie-Bruxelles, au service Infrastructure ;
- ONE : la personne responsable du service Centre de vacances à l'ONE et une référente Education Santé à l'ONE.

Des contacts ont été pris avec les Fédérations de Pouvoirs Organisateur (CECP, CPEONS, SEGEC, FELSI), ainsi qu'avec la Fédération Wallonie-Bruxelles (pour les écoles dont elle a la charge), par mail et par téléphone.

La réunion de concertation n'a pas pu avoir lieu dans le temps imparti pour la phase exploratoire.

Des associations

- Jeune Et Citoyen asbl ;
- Green ;
- COREN ;
- Réseau-Ideé.

Et aussi...

- Sophie Liebman (enseignante ayant rédigé un mémoire sur les toilettes à l'école);
- Outilthèque PIPSA aux Mutualités Socialistes ;
- le centre de documentation RESOdoc de l'UCL, Service Communautaire spécialisé en Promotion de la santé et en Education pour la Santé (pour la revue de littérature, de bonnes pratiques, surtout à l'étranger) ;
- Service Communautaire SIPES (pour la méthodologie) ;
- Equipe ayant produit l'outil pédagogique «Mon Petit Coin» ;
- Univers Santé à l'UCL ;
- la Fondation pour la Santé Dentaire.

2. BIBLIOGRAPHIE

Le centre de documentation RESOdoc a réalisé, pour cet état des lieux, une revue de la littérature concernant la thématique de l'eau dans les écoles. Elle a contribué à définir le contexte de santé, ainsi que la situation dans les écoles, en Belgique et ailleurs.



Retrouvez et consultez directement ces liens dans la version électronique de notre publication sur www.netournonspasautourdupot.be

POUR L'EAU

- Promotion and Provision of Drinking Water in Schools for Overweight Prevention.
<http://pediatrics.aappublications.org/content/123/4/e661.abstract>
- Boissons énergisantes : prévenir et limiter la consommation chez les jeunes.
http://www.aspq.org/documents/file/dsp-laurentides_pour-intervenants-jeunesse.pdf
- «En arrivant à l'école, trop d'enfants sont déshydratés».
<http://hannut.blogs.sudinfo.be/archive/2012/10/06/en-arrivant-à-l-ecole-trop-d-enfants-sont-deshydrates.html>
- L'eau, un problème de santé publique.
<http://www.province.luxembourg.be/fr/l-eau-un-probleme-de-sante-publique.html?IDC=4525&IDD=62683#XI-74i17RTY>
- Enquête épidémiologique sur la santé bucco-dentaire des jeunes scolarisés dans le Hainaut. Fondation pour la Santé dentaire
www.sourirepourtous.be
<http://educationsante.be/article/regard-sur-la-sante-dentaire-des-jeunes-une-enquete-epidemiologique-sur-la-sante-bucco-dentaire-des-jeunes-scolarises-en-hainaut/>
- Enquête 2010 «Santé et bien-être des jeunes en Fédération Wallonie-Bruxelles». Service d'Information Promotion Education Santé (Sipes).
<http://sipes.ulb.ac.be/>
- Rapport (2010) par l'Autorité européenne de sécurité des aliments EFSA sur les valeurs de référence pour l'eau.
<https://www.efsa.europa.eu/fr/press/news/nda100326>
- La consommation des boissons énergisantes chez les enfants et adolescents européens. Crioc.
<https://www.irbms.com/download/avis-scientifiques-boissons-energisantes/boisson-energisantes-CRIOC-2010.pdf>
- Rapport sur les boissons énergisantes
<https://www.irbms.com/download/avis-scientifiques-boissons-energisantes/rapport-efsa-boissons-energisantes-2013.pdf>

- Ecoles : des disparités fortes dans la consommation d'énergie (La Libre Belgique)
<https://www.lalibre.be/economie/libre-entreprise/ecoles-des-disparites-fortes-dans-la-consommation-d-energie-51b8e5b3e4b0de6db9c57e5e>

POUR LE LAVAGE DES MAINS

- Handhygiëne bij kleuters op school. Dr Helena Chovanova. Interuniversitaire Manama-Opleiding Jeugdgezondheidszorg, VUB, 2008.
- Arrêté du gouvernement de la Communauté française du 14 juillet 2011 relatif aux mesures de prévention des maladies transmissibles dans le milieu scolaire et étudiant. Centre de documentation administrative, Secrétariat général : www.cda.cfwb.be
- Brochure Mômes en Santé. La Santé en collectivité pour les enfants de 3 à 18 ans. Edition 2012, une initiative de l'ONE, coordonnée par Question santé, avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles.
<http://www.momesensante.be>
- Amélioration de l'hygiène en milieu scolaire. Eléments de réflexion et d'aide à la décision. Académie de Clermont-Ferrand, Ministère de l'Education nationale, Agence Régionale de Santé d'Auvergne, IUFM d'Auvergne (octobre 2010).
- Tout, tout, tout, vous saurez tout... sur les WC ! Etat des lieux des sanitaires des écoles. Anne-Françoise Meurisse, Travail de fin d'étude, 2001-2002.
<http://users.telenet.be/voorzitter.uobel/tfeaf.pdf>

POUR LE LAVAGE DES DENTS

- Enquête épidémiologique sur la santé bucco-dentaire des jeunes scolarisés dans le Hainaut. Fondation pour la Santé dentaire.
www.sourirepourtous.be
<http://educationsante.be/article/regard-sur-la-sante-dentaire-des-jeunes-une-enquete-epidemiologique-sur-la-sante-bucco-dentaire-des-jeunes-scolarises-en-hainaut/>
- Enregistrement de données sur la santé bucco-dentaire de la population belge. Enquête (2009-2010), menée à la demande de l'Inami par la Cellule Interuniversitaire Epidémiologique. www.inami.be, rubrique : Voulez-vous en savoir plus? Etudes et recherches. 2011.
- Enquête 2010 «Santé et bien-être des jeunes en Fédération Wallonie-Bruxelles». Service d'Information Promotion Education Santé (Sipes) :
<http://sipes.ulb.ac.be>

POUR LES TOILETTES

- Tout, tout, tout, vous saurez tout sur... les WC ! Etat des lieux des sanitaires des écoles. Anne-Françoise Meurisse, travail de fin d'étude (2001-2002), Unité des Sciences hospitalières et Médico-Sociales, Institut Supérieur en Soins Infirmiers, Centre de Formation pour les secteurs Infirmiers et de Santé.
<http://users.telenet.be/voorzitter.uobel/tfeaf.pdf>

- Rapport 2007 de l'Observatoire national de la sécurité et de l'accessibilité des établissements d'enseignement.
https://cache.media.education.gouv.fr/file/ONS/03/5/ONS-Rapport-2007_389035.pdf
- Amélioration de l'hygiène en milieu scolaire. Eléments de réflexion et d'aide à la décision. Académie de Clermont-Ferrand, Ministère de l'Education nationale, Agence Régionale de Santé d'Auvergne, IUFM d'Auvergne (octobre 2010).
- Les toilettes, un tabou à l'école
<https://www.enseignons.be/2010/08/14/les-toilettes-un-tabou-a-lecole/>.
- Toilettes scolaires : peut mieux faire. Interview de Sophie Liebman, auteure du mémoire Analyse socio-pédagogique de la place du corps à l'école primaire : le cas particulier des toilettes (ULB). Entrées libres, n°47, mars 2010.
http://www.entrees-libres.be/n47_pdf/toilettes.pdf
- Egalité des chances à l'école ? Voilà ce qu'ils en pensent. Le point de vie d'enfants et de jeunes vulnérables dans le débat sur l'enseignement. Gaëlle Buysschaert, Maud Dominicy, Rapport Unicef 2012.
https://www.unicef.be/content/uploads/2014/06/wdyt_egalite-des-chances-a-lecole.pdf
- Hygiène à l'école : autour des sanitaires, le tabou - La santé de l'Homme, INPES, n°370.
<http://inpes.santepubliquefrance.fr/SLH/articles/370/05.htm>
- Le tabou du corps à l'école : l'exemple des toilettes. Bénédicte Loriers. Analyse UFAPEC 2010.
<http://www.ufapec.be/nos-analyses/toilettes.html>
- Toilettes à l'école, source de violence. Analyse de Sophie Liebman. Politique, Revue de débats.
<https://www.revuepolitique.be/toilettes-a-lecole-sourde-violence/>
- Toilettes, hygiène et propreté... il y a du pain sur la planche. Jeune Et Citoyen asbl. Trimestriel Particip'ation, 1^{er} trimestre 2011.
www.jeuneetcitoyen.be
- Lever le tabou des toilettes à l'école (La Libre Belgique).
<https://www.lalibre.be/actu/belgique/lever-le-tabou-des-toilettes-a-l-ecole-51b73258e4b0de6db975592b>

POUR LES PISTES ET LES BONNES PRATIQUES

- Créer un climat d'école positif : Construire une école citoyenne pour diminuer les violences, Analyse UFAPEC novembre 2013, n°27-13.
<http://www.ufapec.be/files/files/analyses/2013/2713-ecole-citoyenne>.
- Créer un climat d'école positif. Cap sur l'inclusion. Puiser à même les ressources cachées.
<https://www.edu.gov.mb.ca/m12/frpub/enfdiff/alcool/docs/03.pdf>
- Climat scolaire, Marc Thiébaud, mars 2005.
<http://www.relationsansviolence.ch/climat-scolaire-mt.pdf>
- Construire une école citoyenne, présentation de Jean-Luc Tilmant, président du Mouvement des Institutions et des Ecoles Citoyennes (MIEC) ou présentation de Bruno Derbaix
<http://www.ufapec.be/files/files/analyses/2013/2713-ecole-citoyenne.pdf> www.miec.be

- Les écoles citoyennes, Claude Legrain. Périodique Prospective Jeunesse Drogue /Santé/Prévention/57.
- Site : Mieux vivre ensemble à l'école.
<http://espacedoc.net/index.php?id=342>
- Jeune et Citoyen asbl – les niveaux de participation.
www.jeuneetcitoyen.be
- «Mon Petit Coin». psel.wb@promotionsante.be ou lire l'article dans Promouvoir La Santé à l'Ecole, n°34, juin 2011.
www.questionsante.org

3. AIDES FINANCIÈRES

- **La campagne «Robinet-fontaine» (2002)**

Cette campagne, initiée par la Maison de l'Eau et de la Vie, la Région de Bruxelles-Capitale et l'Intercommunale bruxelloise de distribution d'eau (IBDE), avait pour objectif de promouvoir la consommation de l'eau de distribution : 92 robinets fontaines ont été installés dans 60 établissements scolaires bruxellois.

<http://educationsante.be/article/leau-du-robinet-ca-nous-plait/>

- **Une fontaine à l'école (Ecoconso + Aquawal – 2003)**

La Région wallonne et Aquawal se sont associées pour installer des fontaines à eau dans plusieurs écoles, permettant ainsi aux élèves de boire gratuitement de l'eau de bonne qualité (à concurrence d'un litre par enfant et par jour). Cette opération s'accompagnait d'un dossier pédagogique réalisé par le Réseau Eco-consommation.

http://www.ecoconso.be/IMG/pdf/fontaines_ecoles.pdf

- **Aquawal (2003)**

Les distributeurs d'eau wallons réunis au sein de l'union professionnelle Aquawal, offraient, dans le cadre d'une expérience-pilote menée en 2003, un litre par enfant et par jour (200 jours/an) à toutes les écoles de leur territoire.

<https://www.aquawal.be/fr/un-litre-d-eau-par-jour-et-par-enfant-propose-gratuitement-aux-ecoles.html?IDD=5309&IDC=499>

- **La campagne «Bidon futé» (2006)**

L'objectif de cette campagne était de sensibiliser les enfants à la valeur de l'eau, de les inviter à participer activement à la protection de leur santé en buvant de l'eau plutôt que des boissons sucrées, d'éveiller chez eux une réflexion sur la quantité de déchets produite par les emballages des boissons sucrées.

L'IBDE offrait gratuitement aux écoles un litre d'eau par enfant et par jour.

Plus de 76.000 gourdes ont été distribuées et un accompagnement pédagogique a été proposé à 30 écoles, parmi les 368 qui ont répondu à l'appel.

- **Le Projet Ecoles Accessibles**

Ce projet a permis de constater que peu d'écoles étaient accessibles aux PMR. Cap 48 finance depuis 2008 les travaux d'aménagement de 3 écoles par an, via le Programme Prioritaire des Travaux et en partenariat avec le bureau d'expertise Plain Pied.

https://www.aviq.be/handicap/pdf/integration/apprendre_etudier/ecoles_accessibles/CAP48-Ecoles%20accessibles.pdf?page=26101&navi=2960

- **Appel à projets «Promotion des Boissons saines» (2008 et 2009)**

Cet appel à projet, diffusé par la Communauté française, dans le cadre du Plan de Promotion des Attitudes Saines poursuivait les objectifs suivants :

- la sensibilisation des enfants à la protection de leur santé;
- la diminution de la consommation des boissons sucrées à l'école;
- la sensibilisation des enfants à la question de l'environnement.

En 2008, 39 dossiers ont été subsidiés, et 80 en 2009. Une brochure a également été éditée («L'eau de distribution dans les écoles – guide des bonnes pratiques»).

- **Concours de l'Intercommunale des Eaux du Centre du Brabant Wallon (2011)**

L'IECBW a organisé un concours intitulé «L'eau du robinet, on a tout à y gagner !» à destination des classes de 5^e et 6^e primaires de son territoire. Les enfants étaient invités à réaliser un projet collectif sur le thème de l'eau du robinet et à réaliser une affiche. Les prix étaient une fontaine d'eau, des journées d'animation, ainsi qu'une gourde et un gobelet réutilisable pour chaque enfant participant.

Un dossier pédagogique «Bon voyage, l'eau» a également été réalisé en collaboration avec Aquawal.

http://www.zoomregion.be/details.php?id_articles=4883

- **SWDE (avril 2012)**

La SWDE (Société Wallonne Des Eaux) et l'AFFSS (Association des Fédérations Francophones du Sport Scolaire) ont proposé, en 2012, un concours avec des épreuves sportives et ludiques sur les thèmes de l'hygiène, de l'hydratation, du sport et de la santé.

<https://www.swde.be/fr/infos-conseils/leau-et-votre-sante/l-eau-du-robinet-une-eau-pour-les-enfants>

<http://www.lavenir.net/extra/JDE/images/content/espaceenfants/dossiers/hygiene.pdf>

- **IECBW : des fontaines d'eau dans les écoles**

Dans le cadre d'un projet initié par Aquawal visant à promouvoir l'eau de distribution dans les écoles, le distributeur d'eau offre à l'école (qui a placé une fontaine d'eau) la consommation d'un litre d'eau par jour et par élève pendant 200 jours par an.

Citons enfin, plus récemment, le **Concours Ecoles m'EAU'tivées (mars 2012)** de Green.

4. CAMPAGNES PÉDAGOGIQUES

• Action Denti-Pass et Campagne Sourire pour Tous (2004 -2005)

L'action Denti-Pass a permis à 15 000 enfants de familles précarisées de bénéficier gratuitement de soins dentaires. Cette action était financée par l'INAMI et réalisée par la Fondation pour la Santé dentaire.

Elle a été menée conjointement aux campagnes «Sourire pour tous» (Fondation pour la santé dentaire) et «Kys project» (Verbond der Vlaamse Tandartsen) menées dans les écoles.

Entre janvier 2004 et juin 2005, 76 écoles primaires en «discrimination positive» ont relevé un défi : pendant un mois, les enfants se sont engagé à ne boire que de l'eau à l'école. Dans ce cadre, la Fondation pour la santé dentaire a offert à chaque enfant une petite bouteille d'eau personnalisable.

<http://www.educationsante.be/es/article.php?id=113> www.sourirepourtous.be

• Le programme Accessschool

Accessschool est un projet visant à améliorer l'intégration des enfants et des jeunes en situation de handicap dans les écoles. Une grande partie des établissements scolaires n'est effectivement pas accessibles aux PMR et les obstacles à leur intégration concernent à la fois la pédagogie, l'architecture, les équipements et les services.

Accessschool propose une valise pédagogique, une méthodologie de mesure de l'accessibilité, un inventaire en ligne d'établissements européens et de formations, en donnant une mesure précise de leur accessibilité.

<http://www.accessschool.eu/>

• Sensibilisation à l'hygiène dentaire

En 2005, le service PSE de la Province du Luxembourg, en partenariat avec la Fondation pour la Santé dentaire, a développé un programme de sensibilisation à l'hygiène bucco-dentaire. Les infirmières PSE se sont rendues dans les écoles participantes où elles ont proposé une animation et organisé un atelier de brossage des dents. L'enseignant était ensuite invité à renouveler régulièrement l'atelier en classe.

273 classes réparties dans 139 écoles ont relevé le défi d'instaurer à l'école un brossage des dents

<http://www.province.luxembourg.be/fr/hygiene-bucco-dentaire.html?IDC=4523#.XJDLBy17RTY>

• Green (devenu GoodPlanetBelgium)

«Effet de jeunes contre effet de serre» et Journée «Eau secours !» : une campagne proposait aux écoles de s'engager pour différentes actions en faveur du climat. Le thème de l'eau y était abordé dans le cadre d'une des actions, dont la journée «Eau secours !» pour le 6-18 ans.

«Soif d'eau» proposait 4 matinées d'animation qui amenaient les élèves à réfléchir et à agir pour améliorer l'accès à l'eau dans leur école. Ils apprenaient également à respecter ce bien commun.

<http://www.effetdejeunes.be/fr/campagne.htm#4>

http://www.effetdejeunes.be/docs/edj_fr_103_dossierEauSecours.pdf

• Ecole 21

«Ecole 21@» est un dispositif reposant sur le croisement des approches de promotion de la santé (Charte d'Ottawa, Ecoles en santé) et du développement durable (Agenda 21). «Ecole 21@» mobilise 21 écoles primaires et secondaires de part et d'autre de la frontière belgo-française.

Ce dispositif propose un accompagnement pour ces 21 écoles, des rassemblements franco-belges pour partager les expériences, des recommandations aux politiques belges et françaises pour la pérennisation du dispositif après fin 2012.

- **Coren**

L'association réalise des audits environnementaux dans les écoles. Une rubrique «Hygiène» figure dans les questions de l'audit Bien-Être, ainsi que des questions sur la consommation de l'eau dans l'audit Alimentation.

- **Protos**

Protos est une association flamande qui développe, dans son volet Nord, des campagnes éducatives visant à sensibiliser les enfants à la thématique de l'eau. D'autre part, le projet «Nous, on s'mouille» s'adresse aux enseignants et élèves des établissements secondaires techniques et professionnels

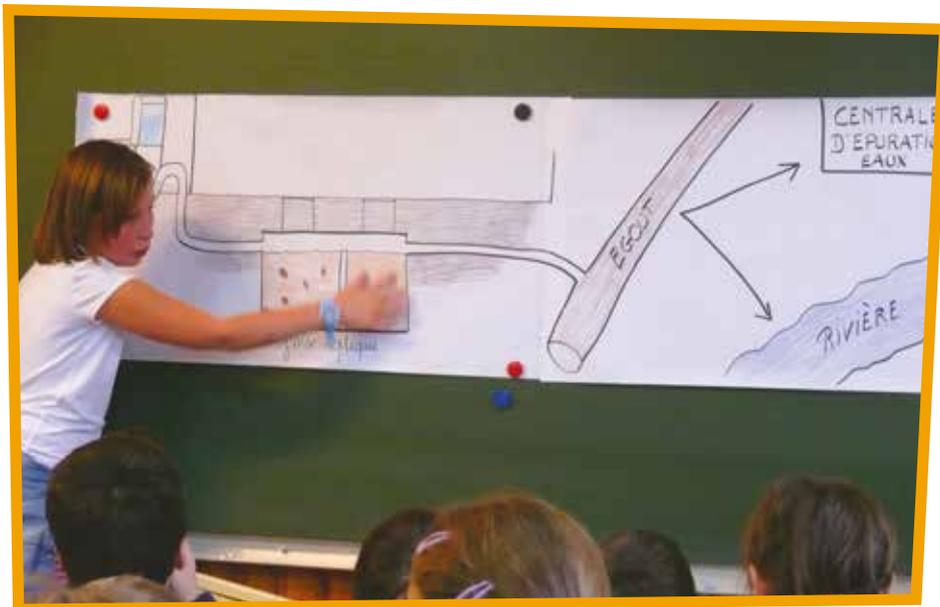
<https://www.joinforwater.ngo/fr> www.nousonsemouille.be

5. QUESTIONS PARLEMENTAIRES

L'accès à l'eau, les toilettes, l'hygiène à l'école sont des sujets qui font souvent l'objet de questions parlementaires.

Voici une liste non exhaustive des questions parlementaires abordant la questions des normes, les aides financières, les risques d'infections urinaires, l'état des infrastructures, la responsabilité des enseignants, la prévention, le rôle des PSE, les visites PSE, la responsabilité vers les PO, les visites d'école, la consommation d'eau, l'accompagnement pédagogique, le déficit d'entretien ou de surveillance, les attitudes des élèves, le rôle des délégués...

12/02/03	Question de Véronique Cornet - Hygiène et sécurité dans les toilettes des établissements scolaires
20/07/05	Question de Chantal Bertouille à Catherine Fonck et Marie Arena - Toilettes dans les écoles - risques d'infections urinaires
03/02/06	Question de M. Brotcorne à Marie Arena - Mise en place d'un partenariat avec les sociétés distributrices d'eau en vue d'une installation de fontaines dans les écoles
28/11/06	Question de Eliane Tillieux à Marie Arena - Accessibilité de l'eau dans les écoles
19/11/07	Question de Caroline Cassart Mailleux à Marie Arena - Accessibilité de l'eau dans les établissements scolaires
31/03/08	Question de Chantal Bertouille à Christian Dupond - Etat des toilettes dans les écoles de la Communauté française
23/04/08	Question de Caroline Cassart Mailleux à Christian Dupond - Redonner le goût de l'eau aux plus jeunes
24/04/08	Question de Chantal Bertouille à Catherine Fonck - Consommation de l'eau – bilan et perspective
20/01/09	Question de Paul Galand à Catherine Fonck - Hygiène à l'école
15/12/09	Question Malika Sonnet à Marie-Dominique Simonet – Toilettes à l'école
28/09/10	Question de Chantal Bertouille à Jean-Marc Nollet - Etat des infrastructures sanitaires dans les écoles et conséquences
25/10/10	Question de Chantal Bertouille à Jean-Marc Nollet - Etat des sanitaires – outil d'évaluation
28/03/11	Question de Florence Reuter à Marie-Dominique Simonet - Problématique Toilette à l'école
26/03/13	Question de Isabelle Meerhaeghe à Marie-Dominique Simonet – État de salubrité des toilettes dans les établissements scolaires



Fondation Roi Baudouin

Agir ensemble pour une société meilleure

La Fondation Roi Baudouin a pour mission de contribuer à une société meilleure.

La Fondation est, en Belgique et en Europe, un acteur de changement et d'innovation au service de l'intérêt général et de la cohésion sociale. Elle cherche à maximiser son impact en renforçant les capacités des organisations et des personnes. Elle encourage une philanthropie efficace des particuliers et des entreprises.

Ses valeurs principales sont l'intégrité et la transparence, le pluralisme et l'indépendance, le respect de la diversité et la promotion de la solidarité.

Ses domaines d'action actuels sont la pauvreté et la justice sociale, la philanthropie, la santé, l'engagement sociétal, le développement des talents, la démocratie, l'engagement européen, le patrimoine, la coopération au développement et le développement durable.

La Fondation a été créée en 1976, à l'occasion des 25 ans de règne du roi Baudouin.

Merci à la Loterie Nationale et à tous les donateurs pour leur précieux soutien.
kbs-frb.be Abonnez-vous à notre e-news bonnescauses.be

Suivez-nous sur     

Fondation Roi Baudouin, Fondation d'utilité publique,
Rue Brederode 21, 1000 Bruxelles

info@kbs-frb.be

T. 02-500 45 55

Les dons à partir de 40 euros sur notre compte

IBAN : BE10 0000 0000 0404

BIC : BPOTBEB1 bénéficient d'une réduction d'impôt
de 45 % du montant effectivement versé.

